

INFORMATION REGLEMENTEE

(Article L451-1-2 I du Code Monétaire et Financier et articles 222-3 et s. du Règlement Général de l'AMF)



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2008

SOMMAIRE

Attestation du Rapport Financier Annuel

Rapport de gestion sur l'exercice clos le 31 décembre 2008

Comptes consolidés au 31 décembre 2008

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Comptes sociaux au 31 décembre 2008

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Document d'Information Annuelle

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Après avoir pris toutes mesures raisonnables à cet effet, j'atteste que les informations contenues dans le présent rapport financier annuel, sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Fait à Grenoble le 30 avril 2009

Marc REBOUAH
Président Directeur Général

TESSI

Société Anonyme au capital de 5.810 796 euros
Siège social : 177 cours de la Libération – 38100 GRENOBLE
071 501 571 R.C.S. GRENOBLE

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION **SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, en application des statuts et de la loi sur les sociétés commerciales, pour :

- vous rendre compte de l'activité de notre société et du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir,
- soumettre à votre approbation, les comptes sociaux, l'affectation du résultat et les comptes consolidés dudit exercice,
- vous proposer de renouveler l'autorisation conférée au Conseil d'Administration de faire procéder au rachat, par la société, de ses propres actions notamment en vue de la régularisation du cours des actions.
- vous proposer d'autoriser la société à augmenter son capital social par émission de toutes valeurs mobilières, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription, selon les cas, avec délégation au Conseil d'Administration à l'effet de décider lesdites émissions,
- vous proposer d'autoriser le Conseil d'Administration à fixer le prix d'émission des actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10% du capital social par an,
- vous proposer d'autoriser le Conseil d'Administration à émettre des actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports de titres en cas d'OPE ou d'apport en nature,
- vous proposer d'autoriser la société à augmenter son capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription par placements privés en application des dispositions de l'ordonnance du 22 janvier 2009 ;

- vous proposer d'autoriser le Conseil d'Administration à augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en cas de demandes excédentaires de souscription, le tout dans les conditions de l'article L 225-135-1 du code de commerce,
- vous proposer de prendre une décision en application de la loi sur l'épargne salariale imposant de proposer à l'Assemblée, une augmentation de capital réservée aux salariés dans les conditions prévues par l'article L 3332-18 du code du travail,
- vous proposer en application des dispositions de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME) du 4 août 2008 de supprimer l'obligation faite aux membres du Conseil de Surveillance de détenir une action et de supprimer en conséquence l'article 15 des statuts sociaux ;

I – RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS DE LA SOCIETE ET DU GROUPE

A / PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDES

Les comptes sociaux et les comptes consolidés au 31 décembre 2008 que nous soumettons à votre approbation ont été établis en conformité avec les règles de présentation et les méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les états financiers consolidés du Groupe TESSI au 31 décembre 2008 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2008.

Le groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2008.

Le Groupe n'est pas concerné par les amendements d'IAS1 portant sur les informations complémentaires à fournir sur le capital.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture n'ont pas été renseignés à leur juste valeur car jugés non significatifs.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

1) Comptes consolidés

Les méthodes de consolidation sont décrites dans l'annexe aux comptes consolidés.

1.1) Périmètre de consolidation :

Les Sociétés inscrites dans le périmètre de consolidation du Groupe TESSI sont indiquées dans l'annexe aux comptes consolidés.

Le périmètre de consolidation a connu au cours de l'exercice 2008 les modifications suivantes :

a) Sont intervenues les acquisitions et créations des sociétés suivantes :

- Création au 20 mai 2008 et consolidation par intégration globale de la société TESSI SERVICES spécialisée dans la prestation de services administratifs et de gestion.
- Création au 29 mai 2008 et consolidation par intégration globale de la société TESSI PROCUREMENT spécialisée dans l'achat et la vente de biens dans le cadre de la gestion d'opérations promotionnelles.
- Complément d'acquisition au 30 mai 2008 de la société PROCHEQUE, spécialisée dans les moyens de paiement. Le pourcentage de participation du Groupe dans la société PROCHEQUE est passé de 99,84% à 100%.
- Complément d'acquisition au 17 juillet 2008 de la société BIPIO, spécialisée dans les moyens de paiement. Le pourcentage de participation du Groupe dans la société BIPIO est passé de 90% à 91,50%.
- Création au 22 septembre 2008 et consolidation par intégration globale de la société TUNIS DATA SERVICES, immatriculée en Tunisie, spécialisée dans le traitement de documents.
- Prise de participation au 17 décembre 2008 à hauteur de 49% dans la société INFORMATIQUES SERVICES ET MATERIELS - ISEM, et consolidation par intégration globale de la société spécialisée dans les moyens de paiement.
- Complément d'acquisition au 31 décembre de la société ARTESIA, spécialisée dans la création 3D. Le pourcentage de participation du Groupe dans la société ARTESIA est passé de 55% à 100% suite à une recapitalisation de la société.

b) Autres mouvements :

- La société XWZ 32 MP a fusionné avec la société SDI, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.
- Scission de la société C2I INGENIERIE, et apport partiel d'actif de la branche d'activité de production à la société PROCHEQUE, renommée C2I PRODUCTION.

1.2°) Résultats consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008 :

En K Euros	Exercice au 31.12.2008	Rappel exercice au 31.12.2007	Variation 2008 / 2007 en %
Chiffre d'affaires net	203 995	171 718	18,8
Produits d'exploitation	207 336	174 466	18,9
Charges d'exploitation	179 392	152 923	17,3
Résultat opérationnel courant	27 944	21 543	29,7
Autres charges et produits opérationnels non courants	- 7 258	- 6	
Résultat financier	- 1 115	- 599	86,1
Résultat avant impôt	19 571	20 938	- 6,5
Résultat net des sociétés Intégrées	11 282	13 443	- 16,1
Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées	- 516	- 5 653	90,9
Résultat net de l'ensemble consolidé	10 766	7 790	38,2
Résultat net (part du Groupe)	8 703	7 024	23,9
BNPA	3,00	2,43	23,4

Situation de l'endettement net consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Valeurs mobilières de placement	23 139	13 621
Disponibilités des activités commerciales	20 159	19 172
Disponibilités des activités financières	123 036	80 665
Découverts bancaires	- 13 063	- 8 062
Trésorerie	153 271	105 396
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	- 27 553	- 13 520
Trésorerie gérée pour le compte de tiers dans le cadre des activités financières	- 94 396	- 66 715
Trésorerie nette des avances	31 322	25 162
Dettes financières	- 32 256	- 45 396
Endettement net	- 934	- 20 235

En milliers d'euros

Exercice clos le 31/12/2008 **Exercice clos le 31/12/2007**

Dettes financières inférieures à 1 an	12 082	12 588
Dettes financières supérieures à 1 an et inférieures à 5 ans	20 174	32 809
Dettes financières supérieures à 5 ans		
Dettes financières	32 256	45 396

2) Comptes sociaux

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008, les résultats de la société TESSI ont été les suivants :

	2008	2007
	K€	K€
Chiffre d'affaires	11 760	9 445
Produits d'exploitation	11 872	9 545
Charges d'exploitation	9 295	7 568
Résultat d'exploitation	2 577	1 977
Résultat financier	- 9 350	3 143
Résultat courant	- 6 773	5 120
Résultat exceptionnel	- 1 360	- 30
Impôt sur les bénéfices	- 2 624	- 759
Résultat net	- 5 509	5 848

Le résultat financier de Tessi SA a été principalement impacté par le provisionnement des titres de participation de la société XWZ 32, société holding détenant les activités rachetées le 2 juillet 2007 au Groupe Cegedim. Ainsi, la valeur des titres de participation de XWZ 32 a été ramenée à la valeur de ses capitaux propres, générant ainsi une dépréciation de 6,9 M€.

D'autre part, les comptes courants d'associés Tessi SA envers les sociétés du périmètre acquis à Cegedim ont également été dépréciés à hauteur de 4,7 M€ et concernent les sociétés DOCUBASE SYSTEMS (2,5 M€), SDI (2,1 M€) et Asp One.fr (0,1 M€).

Nous vous précisons qu'au cours de l'exercice 2008, le capital social a été augmenté d'un montant total de 9 220 euros, par la souscription de 4 610 actions nouvelles, suite à la levée d'options de souscriptions d'actions.

Est joint en annexe au présent rapport, le tableau des résultats prévu par l'article R 225-102 du code de commerce.

B / ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE, NOTAMMENT DE LA SITUATION D'ENDETTEMENT, AU REGARD DU VOLUME ET DE LA COMPLEXITE DES AFFAIRES

Tessi avait annoncé le 27 décembre 2007 son intention de céder les activités non stratégiques du transport de fonds, de gestion des valeurs et de gestion d'automates bancaires. En juin 2008, Tessi a cédé à la société Loomis France les activités des sites de Lognes, Paris, Lyon, Toulouse, Marseille et Saint Etienne après leur avoir cédé les sites de Perpignan (janvier 2008) et Grenoble (mai 2008).

Conformément aux normes internationales en vigueur, ces activités sont présentées dans les comptes consolidés sur une ligne distincte « activités destinées à être cédées ou abandonnées ».

Ces activités ont représenté en 2008 un chiffre d'affaires de 6,6 M€ pour un résultat opérationnel courant négatif de 0,7 M€.

En 2008, TESSI a connu une forte augmentation de son niveau d'activité provenant :

- d'une forte croissance organique, + 23,0 M€ (+14,5%)
- de l'impact des acquisitions réalisées le 2 juillet 2007 (sociétés acquises à Cegedim), + 9,3 M€ (12 mois en 2008 et 6 mois en 2007)

L'ensemble des activités contribue à cette croissance organique.

Tessi a dégagé en 2008 un excédent brut d'exploitation de 37,3 M€ (18,3% du CA) contre 28,4 € (16,5% du CA) en 2007.

Tessi affiche au 31 décembre 2008 un endettement net consolidé de 0,9 M€.

C / ANALYSE FINANCIERE DES RISQUES

a) Risques de taux

Dans le cadre de son financement, Tessi souscrit des emprunts bancaires à taux variables. Les emprunts font l'objet d'une couverture d'intérêts à hauteur de 50 % (opérations d'échange de conditions d'intérêt permettent de fixer le taux payé).

b) Risques de variation de cours

La société n'est pas exposée de manière significative à des variations de cours.

c) Autres risques

La société n'a pas identifié d'autres risques nécessitant une formation spécifique et notamment ceux relatifs aux risques de crédit, de marché ou de liquidité.

II – ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE

La société TESSI SA exerce une activité de holding.

Analyse des résultats du Groupe :

Chiffres d'affaires

Le chiffre d'affaires a augmenté de 32,3 M€, passant de 171,7 M€ à 204,0 M€, soit une hausse de 18,8%.

Cette hausse provient notamment :

- De la contribution du périmètre « Cegedim » acquis le 02/07/2007 qui passe de 13,4 M€ (6 mois) en 2007 à 22,7 M€ en 2008 (12 mois), soit + 9,3 M€,
- A périmètre constant, le chiffre d'affaires progresse donc de 23,0 M€
 - Tessi Moyens de Paiement voit son CA passer de 88,3 M€ à 97,1 M€, soit une hausse de 8,8 M€, + 10,0%
 - CPoR Devises contribue fortement à cette augmentation avec une hausse de 7,1 M€, + 20,9%, notamment du fait de son activité négociation et conservation d'or monétaire,
 - Tessi moyens de paiements scripturaux voit son activité augmenter de 1,7 M€, soit 3,1%.
 - Tessi Traitement de Documents a connu une année particulièrement dynamique affichant une croissance de 19,2%, le CA passant de 44,1 à 52,6 M€.
 - Tessi Marketing Services a vu son activité évoluer de plus de 5,7 M€, s'affichant ainsi à 31,6 M€, soit + 21,9%. Si le marketing opérationnel augmente sous l'impulsion des opérations confiées par les 3 opérateurs de téléphonie mobile, la logistique publi-promotionnelle et l'e-commerce connaissent une forte croissance du fait des contrats programme de fidélité avec les banques ainsi qu'une multitude de clients (nouveaux et anciens) provenant de secteurs d'activités divers (grande distribution, presse, industrie...)

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant 2008 s'élève à 27,9 M€ contre 21,5 M€ en 2007. Le taux de marge opérationnelle passe donc de 12,5% à 13,7%.

La hausse du niveau de marge s'explique par :

- l'activité Négociation, conservation d'or monétaire dont le niveau en 2008 est exceptionnellement élevé,
- le maintien des marges de ses activités historiques moyens de paiements scripturaux, traitement de documents et marketing services,
- à l'inverse, les activités reprises au Groupe Cegedim voit leur rentabilité diminuer, présentent ainsi en 2008 un ROC négatif de 3,1 M€.

Autres charges et produits opérationnels

	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Plus ou moins values de cession	99	179
Total plus ou moins values de cession	99	179
Litiges	0	0
Dépréciation de goodwill	- 7357	- 185
Total autres charges et produits opérationnels non courants	- 7 258	-6

La forte dégradation de ce poste est liée à la dépréciation des écarts d'acquisition dégagés lors de l'acquisition du périmètre Cegedim. Cette dépréciation a été jugée nécessaire du fait de la situation économique et financière des sociétés concernées ainsi que leur perspective respective.

Résultat financier

Le résultat financier s'est dégradé de 0,5 M€ (-86,1 %).

Le coût de l'endettement financier net s'est dégradé de 0,2 M€ (1,1 M€ en 2008 contre 0,5 M€ en 2007) du fait du poids des nouveaux emprunts souscrits en 2007 dans le cadre du financement de la croissance externe et du rachat des minoritaires.

D'autre part, les autres produits financiers (+0,3 M€) en 2007 provenaient de dividendes à caractère exceptionnel perçu d'une participation non consolidée.

Impôts sur les résultats

L'impôt sur les résultats passe de 7,5 M€ à 8,3 M€, soit un taux d'imposition faciale 2008 de 33,4 % (hors dépréciation des écarts d'acquisition).

Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées

L'impôt de ces activités est présenté sur cette unique ligne. Il s'élève à - 0,5 M€ en 2008 contre - 5,7 M€ en 2007. Cet impact a été calculé en isolant les contributions de ces activités et peuvent se détailler ainsi :

En milliers d'euros

	2008	2007
Chiffre d'affaires	6 597	10 634
Autres produits opérationnels	2 904	139
Achats consommés	-1 143	-707
Charges de personnel	-4 439	-8 486
Autres charges opérationnelles	-3 222	-2 364
Impôts et taxes	-261	-454
Dotations aux amortissements et aux provisions	-1 142	-7 033
Résultat opérationnel courant	-706	-8 271
Autre charges et produits opérationnels non courants	-75	-211
Résultat opérationnel	-781	- 8 482
Coût de l'endettement financier net	-7	
Autres charges et produits financiers	14	
Résultat avant impôt	-774	-8 482
Impôt sur les résultats	258	2 829
Résultat net	-516	-5 653

Résultat de l'ensemble consolidé

Au final, le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 10,8 M€ en 2008 contre 7,8 M€ en 2007.

III – ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

La société n'a eu aucune activité en matière de recherche et de développement.

IV – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Depuis la clôture de l'exercice 2008, aucun évènement important ayant une incidence significative sur les comptes n'est intervenu.

V – PERSPECTIVES 2009

TESSI présente de très bonnes perspectives.

2009 devrait connaître de nouveau une année de croissance, et ce pour les 3 activités.

Une nouvelle fois, Tessi vise un niveau de marge élevé. Celui-ci devrait toutefois se situer en deçà du niveau constaté en 2008 du fait du niveau particulièrement élevé de l'activité Négociation, conservation d'or monétaire en 2008 et plus généralement du fait du contexte général économique et financier.

VI – AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice soit la somme de (5 508 956,30) € de la manière suivante :

- à concurrence de (40 245,73) euros pour apurer le compte report à nouveau,
- et le solde soit (5 468 710,57) euros sur le compte « autres réserves ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividende, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	Dividende par action	Abattement fiscal pour les personnes physiques
31/12/2005	0,80 €	40%
31/12/2006	1 €	40%
31/12/2007	1 €	40%

VII – DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Nous vous proposons de distribuer à titre de dividendes aux actionnaires la somme de 4 358 097 euros prélevée sur le compte « autres réserves ».

Conformément à l'article L 225-210 (al. 4) du Code de Commerce, cette proposition d'affectation est déterminée au vue des actions existantes. Dans l'éventualité où la société détiendrait une partie de ses propres actions lors de la mise en paiement, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions sera affecté au compte « report à nouveau ».

Chaque actionnaire recevra ainsi un dividende de 1,5 € par action de nominal 2 €.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 1^{er} juillet 2009.

Conformément aux dispositions de l'article 158 3.2° du Code Général des Impôts, la distribution de dividendes proposée est éligible pour les personnes physiques domiciliées fiscalement en France à l'abattement de 40%. En cas d'option prise individuellement par un actionnaire ou un associé pour le prélèvement forfaitaire libérateur visé à l'article 117 quater du Code Général des Impôts, l'abattement visé ci-avant ne lui sera pas applicable.

VIII – DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 55 883 € correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

Nous vous indiquons que ces dépenses n'ont pas donné lieu au paiement d'impôt au titre de cet exercice compte tenu d'un résultat fiscal déficitaire.

IX – FIXATION DE JETONS DE PRESENCE

Nous vous proposons d'allouer à votre Conseil d'Administration, à titre de jetons de présence, pour l'exercice 2009, une somme globale de 60 000 €.

X – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Vos Commissaires aux comptes vous donneront lecture de leur rapport, lequel mentionne les conventions dûment autorisées par le Conseil d'Administration au titre des exercices antérieurs et qui se sont poursuivies pendant l'exercice clos le 31 décembre 2008.

XI – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-39 DU CODE DE COMMERCE

La liste des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales dont l'objet ou les implications financières sont significatives pour les parties, a été tenue à votre disposition dans les délais légaux et communiquée à vos Commissaires aux Comptes.

XII – AUTORISATIONS DONNEES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

1/ RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION DONNEE A LA SOCIETE D'ACHETER EN BOURSE SES PROPRES ACTIONS

Nous vous proposons d'autoriser à nouveau la Société à opérer en Bourse sur ses propres actions, dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-209 du Code de Commerce et conformément aux dispositions du Règlement Européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, et

sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires applicables au moment de son intervention, aux fins exclusives, par ordre de priorité :

- d'interventions réalisées par un prestataire de service d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité établi conformément à la charte de déontologie de l'AFEI ;
- de conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ;
- de couverture de plans d'options ;
- d'annulation des actions achetées ;
- de couverture de titres de créances convertibles en actions.

Il n'est pas envisagé d'autres utilisations de ce programme de rachat d'actions.

Les opérations effectuées dans le cadre du programme de rachat seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

Un document d'information sera diffusé conformément à la réglementation en vigueur après la décision, s'il y a lieu, du Conseil d'Administration de procéder au lancement effectif du programme de rachat autorisé par l'Assemblée Générale.

- Nombre maximum d'actions à acquérir : maximum de 10 % du capital social (incluant les actions déjà détenues) dont 5 % du capital social s'il s'agit d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ;
- Prix unitaire maximum d'achat, sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société, fixé à 75 € (hors frais d'acquisition),

Le montant maximum théorique destiné à la réalisation de ce programme est de 75 € financé soit sur ressources propres soit par recours à du financement externe à court ou moyen terme.

Les rachats d'actions pourront s'opérer par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, en une ou plusieurs fois, y compris en période d'offre publique.

Validité de l'autorisation : à compter de la date de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes au 31 décembre 2008 jusqu'à la date de la prochaine Assemblée Générale d'approbation des comptes, dans la limite légale de dix-huit mois.

Le Conseil d'Administration devra, si vous adoptez cette résolution, vous rendre compte chaque année de l'usage de cette autorisation.

2/ AUTORISATION D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL PAR EMISSION DE TOUTES VALEURS MOBILIERES, AVEC OU SANS SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION, SELON LES CAS, AVEC DELEGATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'EFFET DE DECIDER LES EMISSIONS

Nous vous proposons de décider du principe d'augmentations de capital avec délégation de compétence au profit du Conseil d'Administration afin de permettre à la société de faire, si besoin était, appel ultérieurement au marché financier et ainsi de saisir toute opportunité de développement.

2.1) Nous vous proposons en conséquence, conformément aux dispositions des articles L 225-129-2, L 228-92 et L 228-93 du Code de commerce, de consentir au Conseil

d'Administration, pour une durée de vingt-six mois, une délégation de compétence en vue d'augmenter le capital, soit par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription.

2.1.1) Ainsi, il serait délégué au Conseil d'Administration le pouvoir de décider une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, d'actions ordinaires de la société ou de toutes autres valeurs mobilières, émises à titre onéreux ou gratuit, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société ou d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies.

2.1.2^a) Le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à trois millions (3 000 000) d'euros en nominal, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

b) Le montant total des émissions de valeurs mobilières dont le titre primaire est un titre de créance, notamment obligataire, ne pourra être supérieur à cinquante millions (50.000.000) d'euros en nominal.

2.1.3) Les actionnaires auront, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières émises ;

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil pourra offrir au public tout ou partie des titres non souscrits sur le marché français et/ou international et/ou étranger.

Les émissions de bons de souscriptions d'actions de la société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes. En cas d'attribution gratuite de bons autonomes de souscription, le Conseil aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondant seront vendus.

2.1.4) Il serait également délégué au Conseil d'Administration le pouvoir de décider une ou plusieurs augmentations de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfiques ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible et sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes.

Le montant nominal total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées, augmenté du montant nécessaire pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital et indépendamment du plafond fixé au 2.1.2 a), ne pourra être supérieur au montant des comptes de réserves, primes ou bénéfiques visés ci-dessus qui existent lors de l'augmentation de capital et ne pourra être imputée sur le plafond général du point 2.1.2 a) ci-dessus.

Nous vous proposons, en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation et conformément aux dispositions de l'article L 225-130 du Code de commerce, que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les titres correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux

titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation au plus tard trente jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier de titres attribués.

Nous vous précisons que la décision d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises donnent droit.

2.2) Nous vous proposons également, de consentir au Conseil d'Administration, pour une même durée de vingt-six mois, une délégation de compétence en vue d'augmenter le capital, par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription.

2.2.1) Il serait délégué au Conseil d'Administration le pouvoir de décider une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, d'actions ordinaires de la société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société ou d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies.

2.2.2 a) Le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à trois millions (3.000.000) d'euros en nominal, ce montant s'imputant sur le plafond fixé au 2.1.2 a).

b) Le montant total des émissions de valeurs mobilières dont le titre primaire est un titre de créance, notamment obligataire, ne pourra être supérieur à cinquante millions (50.000.000) d'euros en nominal, ce montant s'imputant sur le plafond fixé au 2.1.2 b).

2.2.3) Le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces titres qui seront émis conformément à la législation sera supprimé et il sera conféré au Conseil d'Administration le pouvoir d'instituer au profit des actionnaires un droit de priorité à titre irréductible et, éventuellement à titre réductible, pour les souscrire en application des dispositions de l'article L 225-135 du Code de commerce, étant précisé que les titres non souscrits ainsi feront l'objet d'un placement public en France et/ou à l'étranger et/ou sur le marché international.

2.2.4) La somme revenant ou pouvant revenir ultérieurement à la société pour chacune des actions émises ou à émettre par exercice des droits attachés aux valeurs mobilières sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse (sur le marché de Paris) précédant la fixation du prix d'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5%.

Nous vous précisons que les présentes délégations priveront d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

3/ DETERMINATION DU PRIX D'EMISSION DES ACTIONS ORDINAIRES OU DE TOUTES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DANS LE CADRE D'UNE AUGMENTATION DU CAPITAL AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION, DANS LA LIMITE ANNUELLE DE 10% DU CAPITAL

Nous vous proposons, dans le cadre de la délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration au point 2.2) ci-dessus, d'autoriser le Conseil à fixer le prix d'émission des valeurs mobilières à émettre dans la limite de 10% du capital par an, selon les conditions suivantes :

- prix d'émission égal à la moyenne des cours de clôture constatés sur une période maximale de six mois précédant l'émission ;
- prix d'émission égal au cours moyen pondéré du marché au jour précédant l'émission avec une décote maximale de 20 %.

Le montant des augmentations de capital effectuées en application de cette délégation s'imputerait sur le plafond prévu au point 2.2.2 a).

4/ DELEGATION A DONNER AU CONSEIL POUR EMETTRE DES ACTIONS ORDINAIRES DEVANT REMUNERER DES APPORTS DE TITRES EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ECHANGE OU D'APPORT EN NATURE

Nous vous proposons, dans le cadre de la délégation d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription visée au paragraphe 2.2) et dans la limite du plafond fixé au paragraphe 2.2.2 a), de permettre au Conseil d'Administration d'émettre des actions ordinaires ou de tout autre titre de capital de la société destinés :

- à rémunérer des titres qui seraient apportés à la société selon la procédure d'Offre Publique d'Echange effectuée en application des dispositions de l'article L 225-148 du code de commerce,
- dans la limite de 10% de son capital social (tel qu'existant au jour de la mise en œuvre de la présente délégation par le Conseil d'Administration), à rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital lorsque les dispositions de l'article L 225-148 ne sont pas applicables.

Nous vous précisons que dans tous les cas, le montant nominal des augmentations de capital effectuées en vertu de la délégation exposée ci-dessus s'impute sur le plafond global prévu au point 2.1.2 a).

5/ DELEGATION A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION PAR PLACEMENT PRIVE

Nous vous informons par ailleurs, qu'en application des dispositions de l'ordonnance du 22 janvier 2009 qui entre en vigueur le 1^{er} avril 2009 et qui réforme l'appel public à l'épargne, il sera désormais possible pour une société cotée d'augmenter son capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription par placement privé, c'est-à-dire au profit d'investisseurs qualifiés mais aussi d'un cercle restreint d'investisseurs.

Aussi, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-92 et L. 228-93 du Code de Commerce et de l'ordonnance 2009-80 du 22 janvier 2009 qui entre en vigueur est au 1^{er} avril 2009, nous vous proposons de :

- 5.1)° déléguer au Conseil d'Administration la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, d'actions ordinaires de la Société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous

moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la Société ou d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, par une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, tel que modifié par l'ordonnance 2009-80 du 22 janvier 2009, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies.

La délégation qui serait ainsi conférée au Conseil d'Administration sera valable pour une durée maximum de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée.

- 5.2)° décider que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à 1.000.000 d'euros en nominal, et ne pourra excéder, en tout état de cause, s'agissant d'une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier tel que modifié par l'ordonnance 2009-80 du 22 janvier 2009, 20 % du capital social de la Société par an, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond fixé à la première résolution.
- 5.3)° décider de supprimer le droit préférentiel de souscription des Actionnaires aux valeurs mobilières qui seront émises dans la cadre d'une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier tel que modifié par l'ordonnance 2009-80 du 22 janvier 2009 et conformément à la présente résolution.
- 5.4)° décider que, conformément à l'article L. 225- 136 1° du Code de Commerce, le prix d'émission des actions sera fixé selon les modalités prévues par l'article R 225-119 du code de commerce.
- 5.5)° décider que le Conseil d'Administration pourra procéder le cas échéant à toutes imputations sur les primes d'émission des frais occasionnés par la réalisation des émissions concernées.

6/ DELEGATION A DONNER AU CONSEIL POUR LUI PERMETTRE D'AUGMENTER LE MONTANT DES EMISSIONS DANS LE CADRE D'UNE AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC MAINTIEN OU SANS DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION, EN CAS DE DEMANDES EXCEDENTAIRES

Nous vous proposons de donner au Conseil, pour une même période de vingt-six (26) mois, s'il constate des demandes de souscription excédentaires, la faculté d'augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre des émissions décidées en application des délégations visées au point 2 et dans la limite des plafonds prévus aux points 2.1.2) et 2.2.2), le tout dans les conditions visées aux articles L 225-135-1 et R 225-18 du code de commerce.

Nous vous proposons de donner tous pouvoirs au Conseil à l'effet de mettre en œuvre les délégations visées ci-dessus, notamment de déterminer les caractéristiques des valeurs mobilières émises, et plus généralement de prendre toutes les mesures et effectuer toutes les formalités requises pour la bonne fin de chaque augmentation de capital, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts.

7/ DECISION A PRENDRE EN APPLICATION DE LA LOI SUR L'EPARGNE SALARIALE

Nous vous informons que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, l'assemblée générale doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues à l'article L. 3332-18 du Code du travail :

- lors de toute décision d'augmentation de capital par apport en numéraire, sauf exceptions légales,
- au cours de la troisième année civile suivant la précédente assemblée générale ayant statué sur un projet d'augmentation de capital réservé aux salariés lorsque la participation des salariés au capital de la société est inférieure à 3%.

Cette augmentation de capital répondrait aux caractéristiques particulières contenues sous les articles L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-18 du Code du travail.

En conséquence, nous vous demandons de déléguer au Conseil d'Administration le pouvoir de procéder, sur ses seules décisions, à cette augmentation de capital dans la limite d'un montant maximum cumulé de cent cinquante mille (150 000) euros.

Les bénéficiaires de cette augmentation seraient l'ensemble des salariés de la Société et des sociétés de son groupe au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Le personnel devrait bénéficier d'une renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription.

Le prix de souscription des actions ne pourrait, conformément à la Loi, être ni supérieur à la moyenne des cours cotés durant les vingt séances de Bourse qui précèdent le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la période de souscription, ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne (30% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L 3332-25 et 3332-26 du code du travail est au moins égale à dix ans).

Le montant définitif de l'augmentation de capital, dans la limite de prix indiqués ci-dessus, ne serait fixé qu'à concurrence du montant des actions effectivement souscrites par les salariés à l'expiration du délai de souscription fixé par le Conseil d'administration.

Les actions devraient être libérées intégralement le jour de leur souscription et seraient indisponibles pendant 5 ans à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital sauf exception dans des cas limitativement énumérés par la loi.

L'autorisation faite au Conseil d'administration de décider une augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre des dispositions de l'article L 3332-18 du code du travail serait valable pendant une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée Générale.

XIII – SUPPRESSION DE L'OBLIGATION FAITE AUX ADMINISTRATEURS DE DETENIR UNE ACTION

La Loi de Modernisation de l'Economie (LME) du 4 août 2008 a supprimé l'obligation faite aux Administrateurs de détenir une action, sous réserve que cette obligation ne soit pas expressément prévue dans les statuts de la Société.

Par conséquent, et par souci de simplification, nous vous proposons de supprimer l'article 15 de nos statuts sociaux relatif à l'obligation pour chaque Administrateur de détenir une action de la Société.

XIV – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nous vous avons exposé l'activité des filiales en vous rendant compte de l'activité du Groupe. Le tableau des filiales et participations est annexé au présent rapport.

Au cours de l'exercice écoulé, notre société a pris les participations suivantes :

- PROCHEQUE
- BIPIO
- ISEM
- ARTESIA
- 24H00

Concernant ces participations, nous vous apportons les informations suivantes :

➤ Prises de participation directe et accroissement de participations

Au cours de l'exercice écoulé, notre Société a pris des participations ou accru son taux de participation en capital et en droit de vote * dans les sociétés, ayant leur siège social sur le territoire français, suivantes :

Nom des Sociétés	Quote-part du capital détenu avant l'opération en capital et en droit de vote		Quote-part du capital détenu après l'opération en capital et en droit de vote	
	en capital	en droit de vote	en capital	en droit de vote
PROCHEQUE	99,84 %	99,84 %	100 %	100 %
BIPIO	90%	90 %	91,50 %	91,50 %
ISEM			49%	49%
ARTESIA	55 %	55 %	100 %	100 %
24H00	10,68 %	10,68 %	11,44 %	11,44 %

* plus du 20^{ème}, du 10^{ème}, du 5^{ème}, du tiers, de la moitié, des deux tiers et des 18/20^e du capital ou des droits de vote

XV – SOCIETES CONTROLEES

Directement

- | | |
|----------------------------------|--------------------------|
| ▪ TESSI ILE DE FRANCE | Traitements de documents |
| ▪ RIP TESSI | Traitements de documents |
| ▪ PERFO SERVICE | Traitements de documents |
| ▪ CLIP TESSI | Traitements de documents |
| ▪ SEDI | Traitements de documents |
| ▪ TSI ACTION INFORMATIQUE | Traitements de documents |
| ▪ TESSI Encaissement | Traitements de documents |
| ▪ ACCES Développement Interactif | Traitements de documents |
| ▪ ACCES Informatiques | Traitements de documents |

▪ ACCES Management	Traitements de documents
▪ RIB INFORMATIQUE RHONE	Traitements de documents
▪ TUNIS DATA SERVICES	Traitements de documents
▪ TESSI CHEQUE NORMANDIE	Moyens de paiement
▪ GIP TESSI	Moyens de paiement
▪ SDIP TESSI	Moyens de paiement
▪ SMIP TESSI	Moyens de paiement
▪ TESSI CHEQUE NANTERRE	Moyens de paiement
▪ SLTC	Moyens de paiement
▪ SMTC	Moyens de paiement
▪ SATC	Moyens de paiement
▪ BORDEAUX SAISIE	Moyens de paiement
▪ TDC TESSI	Moyens de paiement
▪ PROCHEQUE NORD	Moyens de paiement
▪ C2I PRODUCTION	Moyens de paiement
▪ SYNERCAM	Moyens de paiement
▪ TESSI CHEQUE	Moyens de paiement
▪ TESSI-TGD	Moyens de paiement
▪ TESSI CHEQUES ILE DE France	Moyens de paiement
▪ TESSI INFORMATIQUE	Moyens de paiement
▪ TESSI CHEQUE CONSEIL	Moyens de paiement
▪ TESSI CHEQUE RENNES	Moyens de paiement
▪ TESSI Chèque Auvergne	Moyens de paiement
▪ TESSI Chèque Interbancaire	Moyens de paiement
▪ BIPIO	Moyens de paiement
▪ RIB INFORMATIQUE DROME	Moyens de paiement
▪ RIB INFORMATIQUE HAUTE SAVOIE	Moyens de paiement
▪ C2I INGENIERIE (nouvellement dénommée Tessi Technologies)	Moyens de paiement
▪ TIGRE	Moyens de paiement
▪ TIGRE MADAGASCAR	Moyens de paiement
▪ TDI	Moyens de paiement
▪ TESSI CHEQUE BORDEAUX	Moyens de paiement
▪ TESCA	Moyens de paiement
▪ STMP	Moyens de paiement
▪ CPR BILLETS (nouvellement dénommée CPoR Devises)	Moyens de paiement
▪ ATIA	Moyens de paiement
▪ I.C.S.B.	Moyens de paiement
▪ ATIP	Moyens de paiement
▪ ISEM	Moyens de paiement
▪ TESSI PROCUREMENT	Marketing Services
▪ SFDD (nouvellement dénommée Tessi TMS)	Marketing services
▪ TELEDIRECT	Marketing services
▪ SAMP	Marketing services
▪ HEXAGONALE CONSULTANTS	Conseil et Informatique
▪ COUP DE Foudre	Conseil en Communication
▪ ARTESIA	Communication en 3 D
▪ XWZ 32	Holding
▪ TESSI SERVICES	Prestations de services administratifs et de gestion
▪ KEEPWAY	Transport de fonds
▪ INTACTUS	Transport sécurisé

Indirectement :

▪ BIP TESSI par TESSI ILE DE France	Traitements de documents
▪ SIP par TESSI ILE DE France	Traitements de documents
▪ ATELIER PRE SAINT GERVAIS par XWZ 32	Traitements de documents
▪ DOCUBASE SERVICES par DOCUBASE SYSTEMS	Traitements de documents
▪ SDI par XWZ 32	Traitement de documents
▪ CIAT par C2I Ingénierie (nouvellement dénommée Tessi Technologies)	Moyens de paiement
▪ MEDIPOST (nouvellement dénommée Tessi MD) par XWZ 32	Marketing services
▪ SOFT PROMO par TELEDIRECT	Marketing services

- ASP ONE.FR par XWZ 32
- DECLARATIS par XWZ 32
- DOCUBASE SYSTEMS par XWZ 32
- DOCUBASE SYSTEMS Inc par XWZ 32

Portail télédéclaratif
 Portail télédéclaratif
 Gestion électronique de documents
 Gestion électronique de documents

XVI – STOCK OPTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L 225-184 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale doit être informée des plans d'options mis en œuvre par le biais d'un rapport spécial, annexé au présent rapport.

XVII – COMPTE-RENDU DES OPERATIONS EFFECTUEES PAR LA SOCIETE SUR SES PROPRES ACTIONS AU COURS DE L'EXERCICE

En application des dispositions de l'article L 225-211 alinéa 2 du Code de Commerce et dans le cadre de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 16 juin 2008, nous vous informons que la société a procédé aux opérations suivantes au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008 :

- nombre d'actions achetées au cours de l'exercice :	17 332
- nombre d'actions vendues au cours de l'exercice :	14 409
- cours moyen des achats :	32,27 €
- cours moyen des ventes :	32,22 €
- montant des frais de négociation :	0 €
- nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31 décembre 2008 :	4201
- valeur évaluée des actions au cours d'achat :	135 566 €
- valeur nominale des actions :	2 €
- fraction du capital qu'elles représentent :	0,14%

Information sur la réalisation des opérations d'achat d'actions par finalités fixées dans le programme de rachat d'actions arrêté par l'Assemblée Générale Mixte du 16 juin 2008 :

Finalités	Nombre d'actions acquises	Prix d'achat €	Volume d'actions utilisées	Réallocations éventuelles
Contrat de liquidité	4201	32,27		

Pour votre information, le cours de l'action TESSI était de 47,99 € à l'ouverture de l'exercice le 2 janvier 2008, et de 24,99 € à la clôture le 31 décembre 2008.

Nous vous apportons les précisions suivantes sur la liquidité moyenne du titre :

- Cours moyen :	31,70 €
- Volume moyen :	570 titres
- Journée de transaction moyenne :	18 079 €

XVII – INFORMATIONS RELATIVES AU CAPITAL SOCIAL ET AUX DROITS DE VOTE

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit Code de Commerce, nous vous indiquons ci-après :

1) l'identité des actionnaires possédant, à la clôture de l'exercice 2008, plus de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33,33%, 50%, 66,66%, 90% et 95% du capital social ou des droits de vote :

- La Famille REBOUAH détient 51,30% du capital social et 66,77% des droits de vote,
- La société Parvus Asset Management, agissant au nom des fonds dont elle assure la gestion, détient 7,40% du capital social,
- La société HSBC Bank Plc détient 6,02% du capital social,
- La société Moneta Asset Management, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient 5,88% du capital social.

2) Notifications de franchissements de seuils communiqués à la Société, depuis le 1^{er} jour de l'exercice 2008 jusqu'au jour de l'établissement du présent rapport :

- (avis AMF du 10 octobre 2008 n° 208C1847) : La société Morgan Stanley & Co International Ltd, contrôlée par Morgan Stanley a déclaré avoir franchi indirectement à la baisse le 3 octobre 2008 le seuil de 5% en capital et détenir indirectement 96 actions TESSI représentant autant de droits de vote (soit un pourcentage non significatif).
- (avis AMF du 24 octobre 2008 n° 208C1940) : La société HSBC Bank Plc a déclaré avoir franchi en hausse le 3 octobre 2008 le seuil de 5% en capital et détenir 6,02 % du capital et 3,93% des droits de vote.
- (avis AMF du 8 décembre 2008 n° 208C2189) : La société Moneta Asset Management, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en hausse le 3 décembre 2008 le seuil de 5% en capital et détenir 5,88% du capital et 3,83% des droits de vote ;

XIX – OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS, OU PAR DES PERSONNES AUXQUELLES ILS SONT ETROITEMENT LIES, SUR LEURS TITRES

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, nous vous présentons ci-après un état récapitulatif des opérations réalisées sur les titres de la société au cours de l'exercice 2008 par les dirigeants ou par des personnes auxquelles ils sont étroitement liés, établi sur la base des informations qui nous ont été communiquées :

- | | |
|--------------------------------|-------|
| - Nombre de titres cédés : | Néant |
| - Nombre de titres acquis : | 1865 |
| - Nombre de titres souscrits : | 4120 |
| - Nombre de titres échangés : | Néant |

XX - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Conformément aux dispositions du nouvel article L 225-100-3 du code de commerce, nous vous communiquons les informations complémentaires suivantes, susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique :

- Structure du capital social de la société

Le capital social est divisé en 2.905 398 actions de 2 euros de valeur nominale.

Conformément aux dispositions légales, le Conseil d'Administration a établi un rapport spécial sur les stock-options pour l'exercice clos au 31 décembre 2008, qui est annexé au rapport de gestion.

Le rapport spécial du Conseil d'Administration mentionne le nombre d'options de souscription exercées au cours de l'exercice 2008.

En complément du rapport spécial susvisé, nous vous informons que 98 741 options de souscription d'actions ont été attribuées à des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des différents plans de stock-options.

Nous vous informons également qu'il n'existe pas d'autres valeurs mobilières composées et qu'il n'y a pas de droits de contrôle spéciaux.

- Vous trouverez au point XVII du rapport de gestion toutes informations relatives au capital social et au droit de vote.

Nous vous précisons que la société n'a pas connaissance d'accords entre actionnaires qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.

Il n'existe pas de clauses statutaires restrictives en matière de transferts d'actions ou d'exercice du droit de vote.

L'article 29 des statuts sociaux prévoit cependant que « tout titulaire d'actions entièrement libérées qui justifie d'une inscription nominative à son nom depuis quatre ans au moins, jouit du droit de vote double ».

- Les règles applicables à la nomination et au remplacement des Administrateurs ainsi qu'à la modification des statuts de la société sont les règles légales.

Des informations relatives au Conseil d'Administration de la société vous sont communiquées dans le rapport du Président du Conseil d'Administration sur les procédures de contrôle interne.

- Vous trouverez annexées au rapport de gestion, les délégations données au Conseil d'Administration en matière d'augmentation de capital.
- Les accords conclus par la société, qui seraient modifiés ou qui prendraient fin en cas de changement de contrôle de la société, ne peuvent être communiqués car leur divulgation porterait gravement atteinte aux intérêts de la société.
- Nous vous précisons qu'il n'y a pas d'accords prévoyant des indemnités pour les Administrateurs ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

XXI – ACTIONNARIAT DES SALARIES DE LA SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de la proportion de capital que représentent au dernier jour de l'exercice, soit

XXVI - CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous allons vous donner lecture des rapports généraux et spéciaux des Commissaires aux Comptes relatifs :

- ✓ aux comptes sociaux,
- ✓ aux comptes consolidés,
- ✓ aux procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière,
- ✓ aux conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce,
- ✓ à l'annulation des titres acquis dans le cadre du programme d'achat par la Société de ses propres actions,
- ✓ aux délégations faites au Conseil de procéder à l'émission de toute valeur mobilière avec suppression ou non du droit préférentiel de souscription,
- ✓ à la détermination du prix d'émission des actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières en cas de suppression du droit préférentiel de souscription dans la limite annuelle de 10% du capital social,
- ✓ à la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés de la Société et des Sociétés de son Groupe au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce.

Nous espérons que l'ensemble des résolutions qui vous sont présentées, recevront votre agrément.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ANNEXE I

INFORMATIONS EN MATIERES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 alinéa 4 du Code de Commerce, vous trouverez ci-annexées les informations relatives à la prise en compte des conséquences sociales et environnementales de notre activité.

Nous vous informons que les données sociales relatives aux sociétés entrées dans le périmètre en cours d'exercice sont reprises pour leur totalité au titre de chaque exercice civil.

1) Informations sociales

I. EMPLOI

1.1 Effectifs du groupe

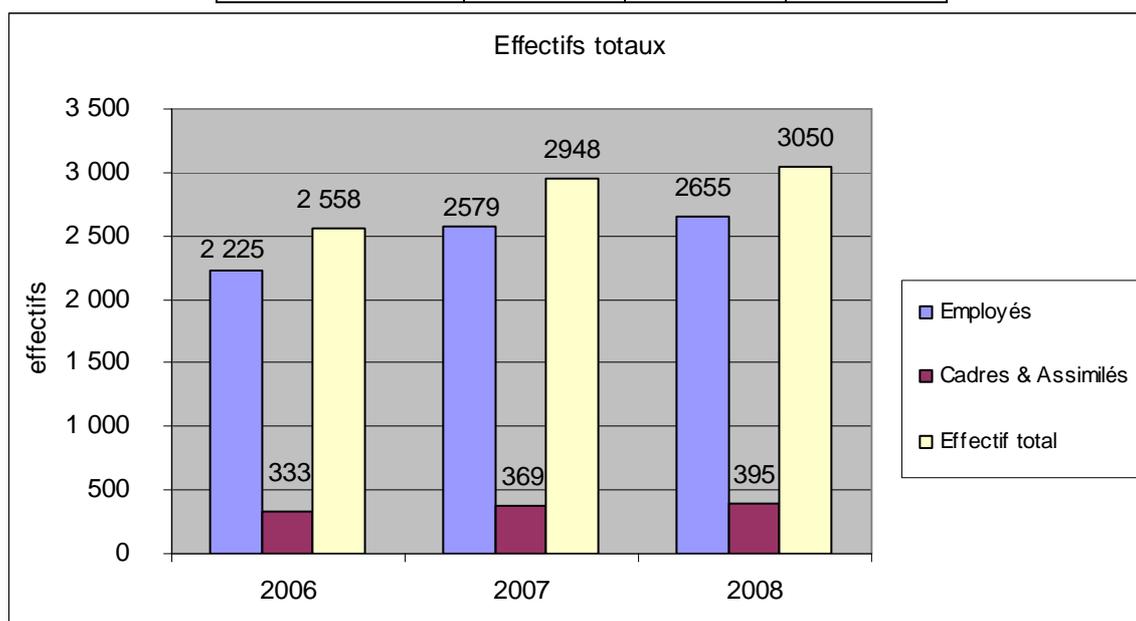
L'effectif global du Groupe TESSI au 31/12/2007 s'élevait à 2 948 salariés.

2 579 salariés appartenait à la catégorie des employés, 369 à celle des cadres et assimilés.

Au 31/12/2008, l'effectif global est de 3 050 salariés, soit 2 655 employés et 395 cadres et assimilés.

Il est à souligner que l'effectif des salariés intermittents (152 en 2007 et 2008) n'a pas été comptabilisé dans cet effectif global.

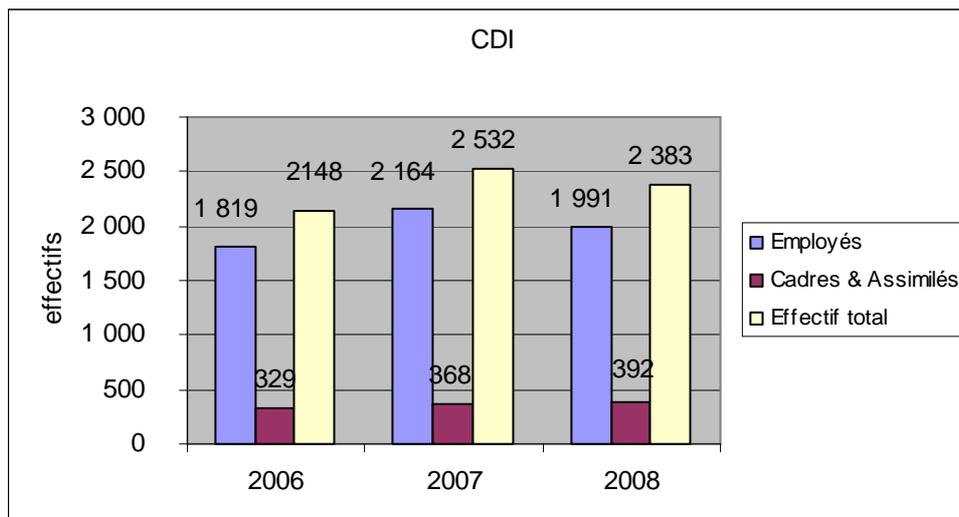
	2006	2007	2008
Employés	2 225	2 579	2 655
Cadres & Assimilés	333	369	395
Effectif total	2 558	2 948	3 050



En 2007, le nombre de salariés en CDI était de 2 532, 2 164 appartenant à la catégorie des employés, contre 368 cadres ou assimilés.

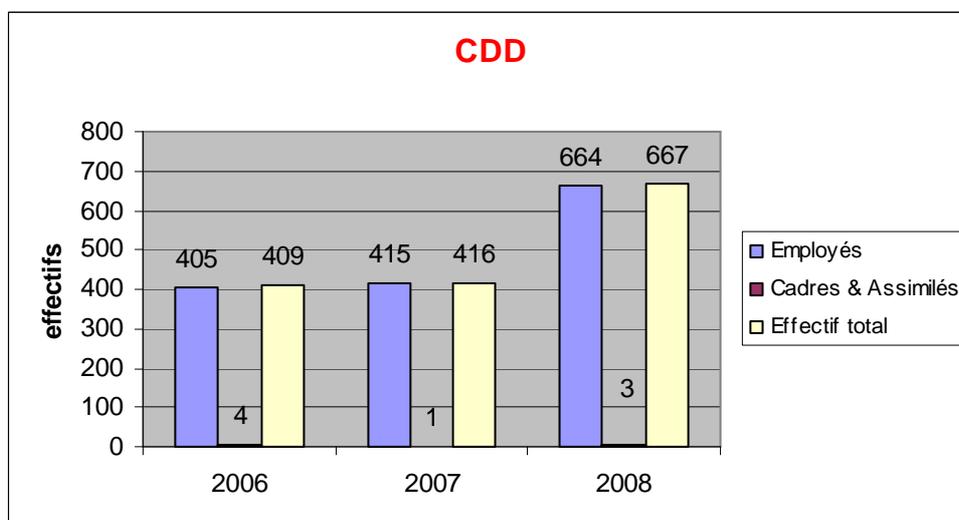
En 2008, 2 383 salariés sont en CDI, soit une diminution du nombre d'employé de 173 salariés et une hausse de l'effectif cadre et assimilés de 23 personnes.

	2006	2007	2008
Employés	1 819	2 164	1 991
Cadres & Assimilés	329	368	392
Effectif total	2 148	2 532	2 383



Pour l'année 2008, 1 812 Contrats à Durée Déterminée ont été réalisés avec un effectif présent au 31/12/2008 de 667 personnes.

	2006	2007	2008
Employés	405	415	664
Cadres & Assimilés	4	1	3
Effectif total	409	416	667



1.2 Recrutement

En 2008, le nombre d'embauches s'est élevé à 233 personnes, dont 194 employés et 39 cadres et assimilés.

	2006			2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	77	143	220	141	184	325	58	136	194
Cadres & Assimilés	20	17	37	65	39	104	13	26	39
Effectif total	97	160	257	206	223	429	71	162	233

En 2008, 1 812 salariés ont été recrutés en contrat à durée déterminée. Il s'agit toujours, en majorité d'employés et de femmes.

	2006			2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	300	788	1 088	430	1112	1542	534	1275	1809
Cadres & Assimilés	1	4	5	4	0	4	1	2	3
Effectif total	301	792	1 093	434	1112	1546	535	1277	1812

1.3 Départs

► Nombre de licenciements pour cause économique

	2006			2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	22	64	86	8	41	49	3	13	16
Cadres & Assimilés	14	6	20	1	3	4	1	0	1
Effectif total	36	70	106	9	44	53	4	13	17

► Nombre de licenciements autres causes

	2006			2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	19	43	62	31	57	88	39	70	109
Cadres & Assimilés	11	3	14	13	10	23	12	6	18
Effectif total	30	46	76	44	67	111	51	76	127

► Nombre de départ à la retraite

	2006			2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	1	10	11	3	8	11	0	9	9
Cadres & Assimilés	0	0	0	0	0	0	0	3	3
Effectif total	1	10	11	3	8	11	0	12	12

► **Nombre de démission**

	2006			2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	18	75	93	22	56	78	26	53	79
Cadres & Assimilés	9	4	13	11	5	16	5	3	8
Effectif total	27	79	106	33	61	94	31	56	87

► **Nombre de fin de contrat à durée déterminée**

	2006			2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	205	623	828	295	787	1082	185	873	1058
Cadres & Assimilés	1	2	3	1	2	3	1	0	1
Effectif total	206	625	831	296	789	1085	186	873	1059

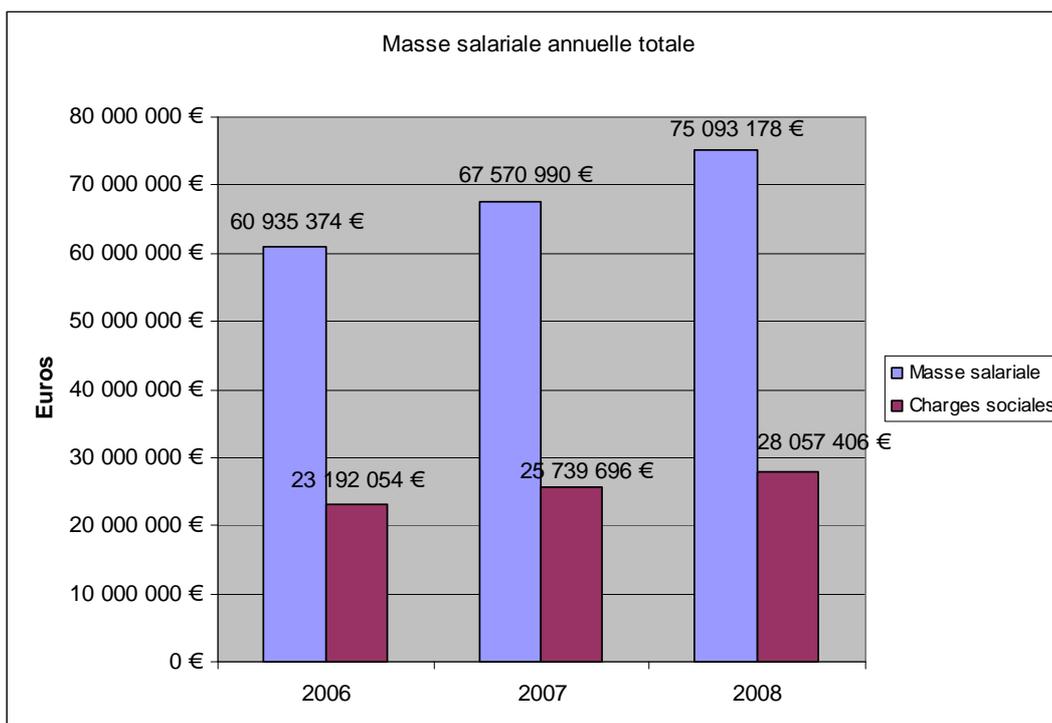
II. REMUNERATION ET CHARGES ACCESSOIRES

2.1 Masse salariale

La masse salariale de l'année 2008 représente 75 093 178 € soit une hausse d'un peu moins de 9%

Les charges sociales s'élèvent quant à elles à 28 057 406 € soit une augmentation de 9%.

	2006	2007	2008
Masse salariale	60 935 374 €	67 570 990 €	75 093 178 €
Charges sociales	23 192 054 €	25 739 696 €	28 057 406 €

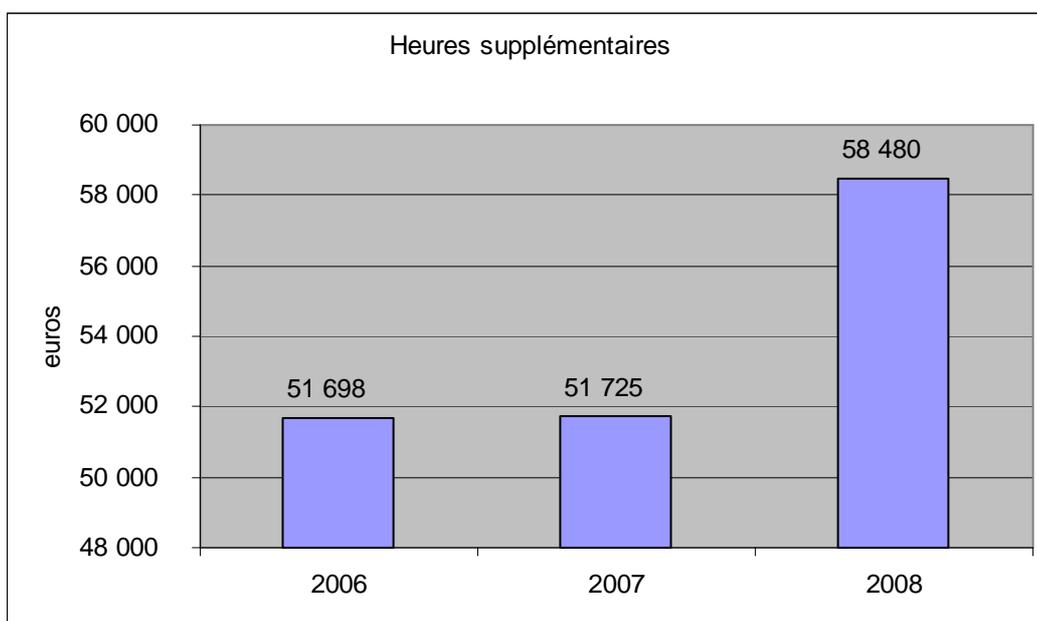


2.2 Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires réalisées sur 2007 s'élevaient à 51 725 heures soit un équivalent temps plein de 32 personnes environ.

En 2008, le nombre d'heures supplémentaires est passé à 58 480 heures réalisées soit 36 personnes équivalent temps plein.

2006	2007	2008
51 698	51 725	58 480



2.3 Participation

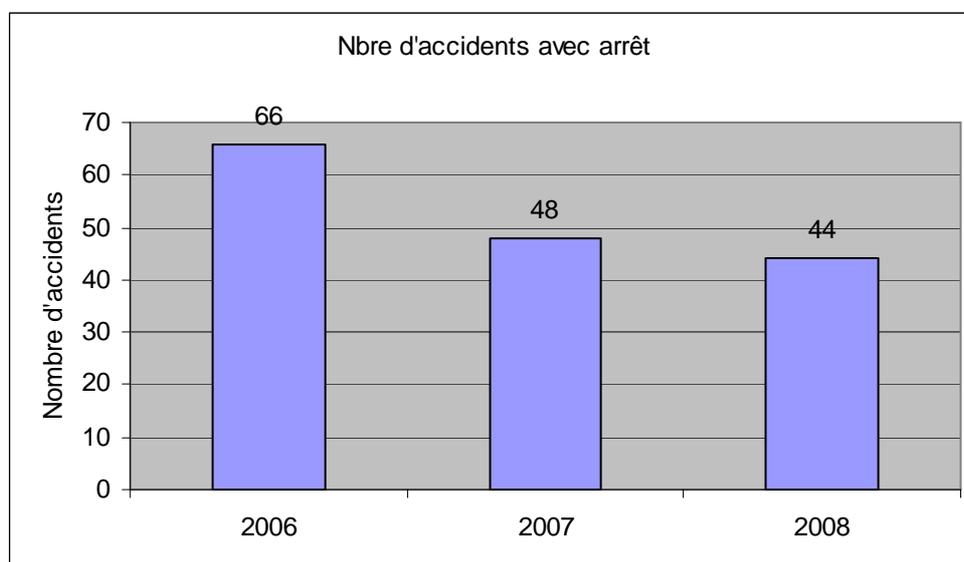
En 2008, le montant de la réserve brute s'est élevé à 1 465 229 €, pour une réserve nette de 1 287 936 €. Chaque bénéficiaire, 1 328 salariés au total, a bénéficié d'une part moyenne de 970 €.

	2006	2007	2008
Réserve brute	885 782 €	707 239 €	1 465 229 €
Réserve nette	836 266 €	652 358 €	1 287 936 €
Nbr. de bénéficiaire	1 485	1 529	1 328
Part moyenne	563 €	427 €	970 €

III. CONDITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE

3.1 Accidents

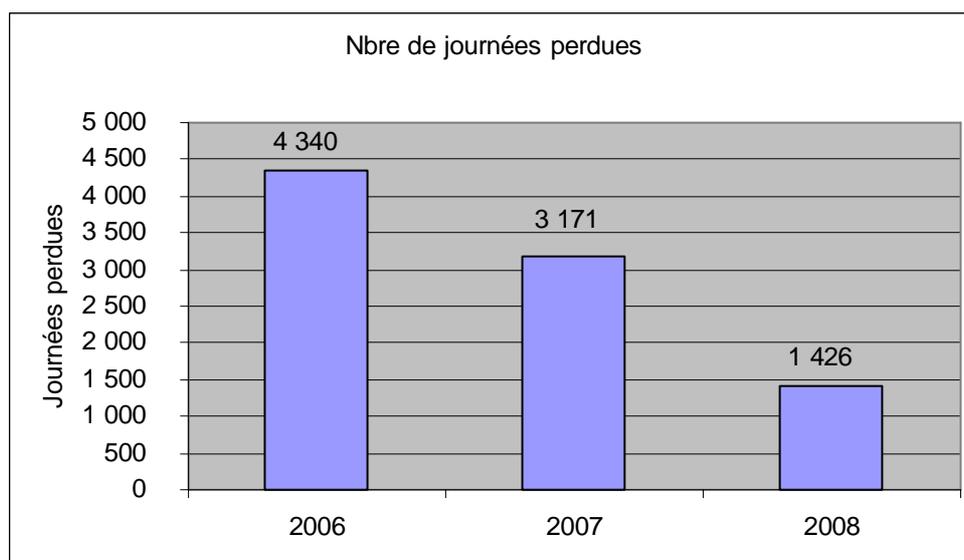
Le nombre d'accident avec arrêt a diminué de 8,5% entre 2007 et 2008 passant de 48 à 44.



3.2 Nombre de journées perdues

Le nombre de journées perdues pour cause d'accident du travail et accident de trajet était de 3 171 pour l'année 2007.

En 2008, 1 426 journées ont été perdues, soit une baisse de 55% par rapport à l'année précédente.



IV. AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL

Absentéisme

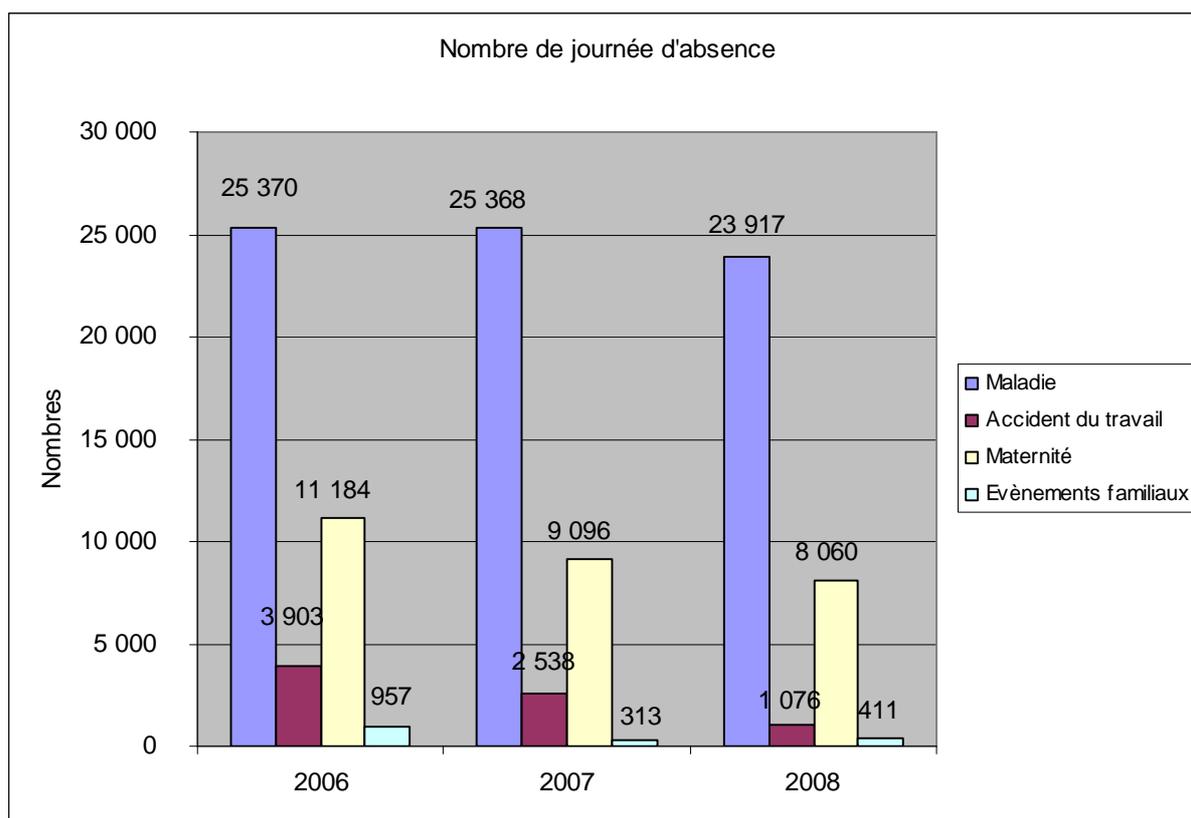
La cause la plus fréquente d'absentéisme est la maladie, avec 25 368 journées perdues recensées en 2007, 23 917 en 2008.

La maternité a été à l'origine de 9 096 journées d'absence en 2007 et 8 060 en 2008.

Le nombre de journées perdues pour cause d'accidents du travail a diminué entre 2007 et 2008, passant de 2 538 à 1 076.

Au total, le nombre de journées d'absence s'élève donc à 37 315 sur l'année 2007, et à 33 464 sur 2008, soit 3 851 journées perdues en moins.

	2006	2007	2008
Maladie	25 370	25 368	23 917
Accidents du travail	3 903	2 538	1 076
Maternité	11 184	9 096	8 060
Evénements familiaux	957	313	411
Total	41 414	37 315	33 464

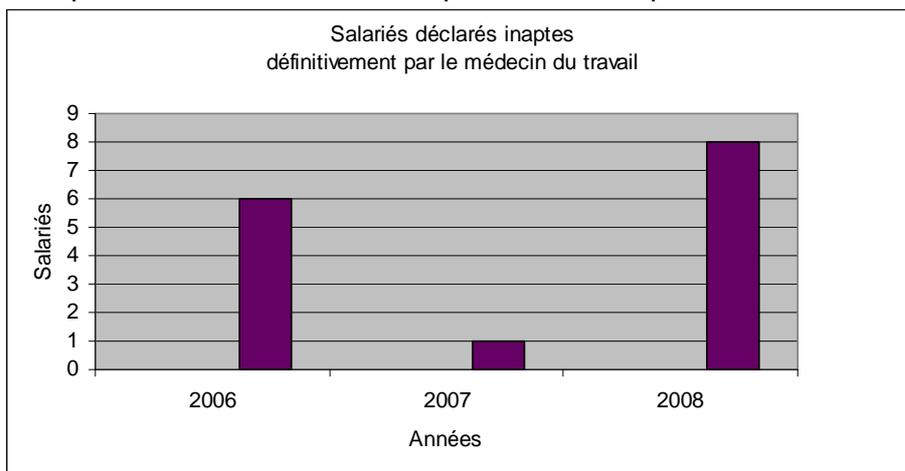


4.2 Travailleurs handicapés

En 2007, le nombre de salariés déclarés inaptes définitivement à leur emploi par le médecin du Travail était de 1.

Il est de 8 en 2008.

Aucun salarié n'a pu être reclassé dans l'entreprise suite à inaptitude.



V. FORMATION

5.1 Part de la masse salariale

L'entreprise a consacré en 2007 ainsi qu'en 2008, 0,90 % de sa masse salariale à la formation continue (hors CIF et contrats en alternance), ce qui est conforme à l'obligation de dépense imposée par la loi.

	2006	2007	2008
Formation	0,90%	0,90%	0,90%

5.2 Stagiaires

Le nombre total de stagiaires en formation sur 2007 était de 396, répartis entre 286 employés et 110 cadres et assimilés.

En 2008, le nombre total de stagiaires formés a été de 276.

En 2008 comme en 2007, les femmes sont au total plus représentées que les hommes parmi les stagiaires.

	2006			2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	105	199	304	111	175	286	32	141	173
Cadres & Assimilés	72	48	120	58	52	110	62	41	103
Effectif total	177	247	424	169	227	396	94	182	276

VI. RELATIONS PROFESSIONNELLES

6.1 Elections des DP

En 2007, la participation aux élections des Délégués du personnel a été de 55,76%, sur un nombre d'inscrits de 849.

En 2008, elle est passée à 70,24% de votants pour 1 122 inscrits.

2006	2007	2008
% de votants	% de votants	% de votants
76,00%	55,76%	70,24%

6.2 Election du comité d'établissement

La participation aux élections du Comité d'Etablissement a été en 2007 de 47,09% sur un nombre d'inscrits de 724.

En 2008, la participation s'est élevée à 73,28% pour un nombre d'inscrits de 967.

2006	2007	2008
% de votants	% de votants	% de votants
58,45%	47,06%	73,28%

VII. CONDITIONS DE VIE DES SALARIES

En 2007, 2 781 salariés travaillaient à temps plein, c'est-à-dire un horaire de 151,67 heures par mois.

Les salariés concernés par le temps partiel étaient en majorité des femmes (elles représentaient 85 % des travailleurs à temps partiel).

En 2008, le nombre de salariés à temps plein est en augmentation passant de 2 781 à 2 899.

Le nombre de salariés à temps partiel a quant à lui légèrement diminué passant de 319 salariés à 303 (baisse de 5%).

Cependant les femmes représentent toujours la majorité des travailleurs à temps partiel (82% des effectifs).

Le nombre de travailleurs de nuit a encore diminué en 2008 par rapport à 2007 et 2006.

	2006			2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
<i>Salariés temps plein</i>	700	1558	2258	964	1813	2781	983	1916	2899
<i>Travailleurs de nuit</i>	7	45	52	7	41	48	11	26	37
<i>Salariés temps partiel</i>	54	286	340	48	271	319	53	250	303

2) Informations Environnementales

Nous vous informons également que notre activité n'a pas de conséquence particulière sur l'environnement.

ANNEXE II

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Afin de satisfaire aux dispositions de l'article L 225-100 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous des informations relatives :

- 1) aux délégations de compétence et de pouvoir, en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital :

L'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2007 a :

- autorisé la société à augmenter son capital social par émission de toutes valeurs mobilières, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription, selon les cas, avec délégation au Conseil d'Administration pour une durée de vingt-six mois, à l'effet de décider lesdites émissions,
- dans le délai de vingt-six mois susvisé, autorisé le Conseil d'Administration à l'effet de fixer, selon les modalités arrêtées par ladite Assemblée Générale, le prix d'émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, sans droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10% du capital ;
- autorisé pour une durée de vingt-six mois, le Conseil d'Administration à émettre des actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports de titres en cas d'OPE ou d'apport en nature ;
- a autorisé pour une durée de vingt-six mois le Conseil d'Administration à augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital exposée ci-dessus, en cas de demandes excédentaires de souscription, le tout dans les conditions de l'article L 225-135-1 du code de commerce ;
- autorisé pour une durée de vingt-six mois le Conseil d'Administration à procéder sur ses seules décisions, à une augmentation de capital réservée à l'ensemble des salariés de la Société et des sociétés de son groupe ;
- autorisé, pour une durée de trente-huit mois, le Conseil d'Administration à attribuer des options de souscription ou d'achat d'actions au profit de salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe ;

- 2) à l'usage fait au cours de l'exercice des délégations visées ci-dessus :

Le Conseil d'Administration du 16 juin 2008 a attribué 15.600 options de souscription d'actions à des salariés du Groupe.

1.1 COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2008

1.1.1. COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES AUX 31 DECEMBRE 2007 ET 31 DECEMBRE 2008

En milliers d'euros

	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Chiffre d'affaires	4	203 995	171 717
Autres produits opérationnels	6	3 341	2 749
Achats consommés		-11 130	-8 788
Charges de personnel	5	-100 239	-85 532
Autres charges opérationnelles	6	-51 539	-45 070
Impôts et taxes		-7 078	-6 692
Dotations aux amortissements et aux provisions	7	-9 406	-6 841
Résultat opérationnel courant		27 944	21 543
Autre charges et produits opérationnels non courants	6	-7 258	-6
Résultat opérationnel		20 686	21 537
Coût de l'endettement financier net	8	-1 124	-879
Autres charges et produits financiers	8	9	280
Résultat avant impôt		19 571	20 938
Impôts sur les résultats	9	-8 289	-7 496
Résultat net des sociétés intégrées		11 282	13 443
Participation dans des entreprises associées		0	0
Résultat net des activités poursuivies		11 282	13 443
Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées	3	-516	-5 653
Résultat net de l'ensemble consolidé		10 766	7 790
Dont intérêts minoritaires		2 063	766
Dont part du groupe		8 703	7 024
Résultat net par action de l'ensemble consolidé	17	3,00	2,43
Résultat net dilué par action de l'ensemble consolidé	17	2,93	2,38
Résultat net par action des activités poursuivies	17	3,17	4,38
Résultat net dilué par action des activités poursuivies	17	3,10	4,29

1.1.2. BILANS CONSOLIDES AUX 31 DECEMBRE 2007 ET 31 DECEMBRE 2008

En milliers d'euros

Notes 31/12/2008 31/12/2007

ACTIF

Actifs non courants

Goodwill	10	37 600	46 365
Immobilisations incorporelles	11	916	1 204
Immobilisations corporelles	12	18 168	17 742
Immeuble de placement	13	154	159
Titres mis en équivalence		0	0
Actifs financiers non courants	14	2 689	2 217
Impôts différés	9	6 251	5 011
Total actifs non courants		65 778	72 698

Actifs courants

Stocks et en-cours		1 330	589
Clients et comptes rattachés	15	59 849	50 281
Autres créances et comptes de régularisation	16	19 276	11 613
Impôt courant actif	16	2 306	3 377
Valeurs mobilières de placement	21	23 139	13 621
Disponibilités des activités commerciales	21	20 159	19 172
Disponibilités des activités financières	21	123 036	80 665
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés	3	383	5 427
Total actifs courants		249 478	184 745
TOTAL DE L'ACTIF		315 256	257 443

En milliers d'euros

Notes 31/12/2008 31/12/2007

PASSIF

Capitaux propres (part du groupe)

Capital	17	5 811	5 801
Primes	1.1.4	8 229	8 139
Réserves et résultat consolidé	1.1.4	44 342	38 842
Total capitaux propres (part du groupe)	1.1.4	58 382	52 782

Intérêts minoritaires	1.1.4	7 013	4 630
Total capitaux propres		65 395	57 412

Passifs non courants

Provisions et avantages au personnel	18 & 19	5 673	4 852
Emprunts et autres dettes financières	20	20 174	32 809
Impôts différés	9	499	178

Total passifs non courants		26 346	37 839
-----------------------------------	--	---------------	---------------

Passifs courants

Provisions	18	1 504	407
Dettes financières à court terme	20	25 278	20 806
Dettes liées aux activités financières	20	94 396	66 715
Fournisseurs et comptes rattachés	20	19 796	17 315
Impôt courant passif	20	5 955	1 399
Autres passifs courants	20	76 586	55 550

Total passifs courants		223 515	162 192
TOTAL DU PASSIF		315 256	257 443

1.1.3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES AUX 31 DECEMBRE 2007 ET 31 DECEMBRE 2008

<i>En milliers d'euros</i>	<u>Notes</u>	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
FLUX LIES A L'ACTIVITE			
Résultat net (part du groupe)	1.1.1	8 703	7 024
Intérêts minoritaires	1.1.1	2 063	766
Résultat net des sociétés intégrées	1.1.1	10 766	7 790
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	1.1.1	0	0
Dotations et reprises des amortissements et provisions		13 859	11 484
Plus ou moins values de cession		-25	-209
Indemnité versée dans le cadre des activités cédées		1 200	
Autres produits et charges calculés		62	-997
Charge d'impôts différés		-763	-164
Coût de l'endettement brut		1 998	1 485
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		27 097	19 389
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	22	-3 250	-3 585
Flux net de trésorerie généré par l'activité		23 847	15 804
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles		-6 590	-6 340
Cession d'immobilisations des activités cédées (nette de l'indemnité versée)		4 486	
Diminutions nettes d'immobilisations financières		-451	-242
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)			0
Incidence des variations de périmètre		1 731	-21 148
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-824	-27 730
FLUX LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital ou apports		99	669
Distributions de dividendes		-3 011	-3 343
Coût de l'endettement brut		-1 998	-1 485
Emission / Remboursement d'emprunts		-11 896	13 183
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-16 806	9 024
VARIATION DE TRESORERIE			
		6 217	-2 902
Incidences des variations de taux de change		-13	2
TRESORERIE A L'OUVERTURE	21	25 162	28 053
Reclassement de trésorerie		-44	9
TRESORERIE DE CLOTURE	21	31 322	25 162

Ce tableau de flux n'intègre pas les flux de trésorerie gérés pour le compte de tiers dans le cadre des activités financières de CPoR Devises et des activités promotionnelles.

1.1.4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AUX 31 DECEMBRE 2007 ET 31 DECEMBRE 2008

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Primes	Réserves	Actions propres	Résultat	Ecarts de conversion	Capitaux propres du groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres au 31 décembre 2006	5 755	7 741	26 002	-70	9 031	-73	48 386	7 022
Gains et pertes actuariels IFC			-64				-64	
Ecarts de conversion : variations						97	97	-5
Résultats enregistrés directement en capitaux propres			-64			97	33	-5
Résultat net de l'ensemble consolidé					7 024		7 024	766
Total des charges et produits comptabilisés			-64		7 024	97	7 057	761
Acquisitions de Titres								-2 702
Augmentation de capital	46	397					443	
Titres d'autocontrôle				9			9	
Affectation résultat 2006			9 031		-9 031		0	
Dividendes versés			-2 893				-2 893	-449
Stock-options			-220				-220	
Capitaux propres au 31 décembre 2007	5 801	8 139	31 856	-61	7 024	24	52 782	4 630
Gains et pertes actuariels IFC			-250				-250	
Ecarts de conversion : variations						-66	-66	-2
Résultats enregistrés directement en capitaux propres			-250			-66	-316	-2
Résultat net de l'ensemble consolidé					8 703		8 703	2 063
Total des charges et produits comptabilisés			-250		8 703	-66	8 387	2 061
Acquisitions de Titres								428
Augmentation de capital	9	90					99	
Titres d'autocontrôle				-44			-44	
Affectation résultat 2007			7 024		-7 024			
Dividendes versés			-2 904				-2 904	-107
Stock-options			63				63	
Capitaux propres au 31 décembre 2008	5 811	8 229	35 787	-105	8 703	-42	58 382	7 013

NOTE 1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés du Groupe TESSI au 31 décembre 2008 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2008.

Le groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2008.

Le Groupe n'est pas concerné par les amendements d'IAS1 portant sur les informations complémentaires à fournir sur le capital.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 16 avril 2009.

1. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

2. Règles de consolidation

Les sociétés consolidées par le Groupe ont établi leurs comptes au 31 décembre 2008, selon les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe.

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle exclusif existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci.

Toutes les sociétés dans lesquelles le Groupe TESSI exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les titres de filiales non significatives sont classés en tant qu'actifs non courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe TESSI exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif ou un contrôle conjoint sont mises en équivalence.

L'influence notable est présumée lorsque le groupe contrôle au moins 20% du capital de la société.

Selon la méthode de la mise en équivalence, la participation du Groupe TESSI dans l'entreprise associée est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée majoré du goodwill.

Au 31 décembre 2008, aucune société du groupe n'est intégrée selon la méthode de la mise en équivalence.

Toutes les opérations et comptes réciproques ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupes font l'objet d'une élimination dans les comptes consolidés.

3. Conversion des états financiers

Les comptes financiers présentés dans ce rapport ont été établis en euros.

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du Groupe est la monnaie locale en vigueur.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis selon les principes suivants :

- Les postes du bilan à l'exception des capitaux propres sont convertis au taux de clôture.
- Les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice.
- Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux ne sont pas incluses dans le résultat de la période mais affectées directement en réserves de conversion.

4. Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Les goodwill correspondent à la différence, lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition.

Les goodwill ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « regroupements d'entreprises » et IAS 36 « dépréciation d'actif ».

La valeur des goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Pour ce test, les goodwill sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), qui correspondent à des filiales ou des regroupements de filiales appartenant à un même secteur d'activité et générant des flux de trésorerie significativement indépendants de ceux générés par d'autres UGT.

Les flux de trésorerie retenus sont issus des « business plans » des UGT couvrant les trois prochains exercices et sont actualisés par application d'un coût moyen pondéré du capital déterminé en fonction de l'activité des UGT.

5. Méthodes et règles d'évaluation

▪ Immobilisations incorporelles

Frais de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,

- qu'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe et qu'ils peuvent être mesurés de manière fiable,
- et que le coût de cet actif peut être également évalué de façon fiable.

Au sein de TESSI ces frais concernent essentiellement les logiciels développés pour un usage interne ou commercial.

Les frais de développement ainsi capitalisés incluent le coût des matériaux, la main d'œuvre directe et une quote-part appropriée de frais généraux.

Logiciels

Les logiciels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'achat, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeurs éventuelles. Les logiciels créés par le Groupe sont comptabilisés au coût de production.

Leur durée d'utilité est estimée au maximum à 3 ans, et ils sont amortis linéairement sur cette durée.

▪ Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût historique.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces derniers sont comptabilisés séparément.

Les immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrites ci-dessous.

Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant la méthode linéaire.

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Ensembles immobiliers :	
Terrain	Non amortissable
Aménagements terrain	10 ans
Structure – Béton	40 ans
Structure – Métal	35 ans
Couverture	30 ans
- Agencements	5 à 8 ans

- Matériel et outillage	3 à 7 ans
- Mobilier, matériel de bureau	3 à 10 ans

Dépenses ultérieures

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct, et l'actif remplacé est éliminé.

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues, notamment les coûts d'entretien et de réparation.

▪ Actifs et passifs financiers

Titres de participation

Les titres de participation des sociétés non consolidées sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'estimation si celle-ci est inférieure.

La valeur d'estimation des titres correspond à leur valeur d'utilité pour le Groupe et est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette réestimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'estimation est inférieure au coût d'acquisition.

Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués suivant la méthode du Premier Entré Premier Sorti. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'achat.

Les stocks d'en-cours de production de services sont évalués en fonction de la valeur de réalisation nette par référence au prix du marché.

Créances d'exploitation

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur valeur nominale diminuée des corrections de valeur liées notamment à la date prévisible de leur encaissement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition. La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

Les actifs détenus à des fins de négociation sont classés en tant qu'actifs courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat. Les placements ayant une échéance fixée supérieure à un an, que le Groupe a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance, sont inclus dans les actifs non courants et sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

Les autres investissements sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en résultat.

La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs disponibles à la vente est définie comme la valeur boursière (offre) à la date de clôture, ou sur la base des techniques d'actualisation des flux de trésorerie pour les instruments non cotés.

▪ Dépréciation des actifs

Le Groupe détermine régulièrement, conformément à la norme IAS36, s'il existe des indices de perte de valeur des actifs. En cas d'identification objective de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Reprise d'une perte de valeur

A l'exception des pertes de valeurs constatées sur les goodwill, une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur.

▪ Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise lorsqu'il existe une obligation légale ou implicite vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

▪ Régimes de retraite et indemnités de cessation de services

Régimes à prestations définies

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées et résultent des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe. Les engagements sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite. L'actualisation des engagements et la revalorisation des salaires ont été calculées par un actuaire indépendant utilisant une méthode actuarielle.

Il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié.

Les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieures à l'emploi, qui proviennent d'une part des changements d'hypothèses actuarielles et d'autre part des écarts d'expérience, sont reconnus en contrepartie des capitaux propres, nets d'impôts différés selon l'option de l'amendement à IAS 19.

▪ Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé et le bilan consolidé pour tenir compte de l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales de certains éléments actifs et passifs du bilan consolidé.

Ils sont calculés selon la méthode bilancielle avec application du report variable, sans actualisation.

Les pertes fiscales reportables font l'objet de la reconnaissance d'un impôt différé à l'actif du bilan dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfiques imposables futurs sur lesquels les différences temporelles correspondantes pourront être imputées.

Les actifs d'impôts différés sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la proportion où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

▪ Actions propres

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres.

Les titres de TESSI SA détenus par elle-même sont déduits du total des capitaux propres consolidés et classés sous la rubrique « actions propres » jusqu'à ce qu'ils soient annulés ou cédés.

▪ Avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres

Des options de souscriptions d'actions peuvent être accordées à un certain nombre de salariés du Groupe. Elles donnent le droit de souscrire à des actions de Tessi pendant un délai de quatre ans à un prix d'exercice fixe déterminé lors de leur attribution.

Les options font l'objet d'une évaluation déterminée par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés appréciée à la date d'octroi. Cette évaluation tient compte du prix d'exercice, de la durée de vie des options ainsi que du cours de l'action sous-jacente. Il n'a pas été tenu compte d'un taux de rotation des bénéficiaires, ceux-ci étant supposés présents à la date de levée des options.

Le coût des opérations réglées en actions est comptabilisé en charge avec, en contrepartie, une augmentation correspondante des capitaux propres, sur une durée qui se termine à la date à laquelle le bénéficiaire salarié devient créancier de la gratification. Aucune charge n'est reconnue au titre des avantages dont les titulaires ne remplissent pas les conditions exigées pour acquérir un droit de créance définitif.

L'effet de dilution des options non exercées a été pris en compte au niveau du résultat par action.

Le Groupe a utilisé les dispositions transitoires de la norme IFRS 2 relative aux paiements fondés sur des actions, en limitant son application aux seules rémunérations accordées postérieurement au 7 novembre 2002 dont les droits n'étaient pas définitivement acquis au 31 décembre 2003.

▪ Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités cédées ou en cours de cession

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupes d'actifs, sur la ligne « actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan dès lors qu'ils sont matériels. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus bas de leur valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés sur la ligne « passifs liés aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan.

Une activité cédée ou destinée à la vente est définie comme une composante de l'entreprise faisant l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actifs détenus en vue de la vente, qui :

- représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe ;
- fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique significative pour le Groupe ;
- ou est une filiale significative acquise uniquement dans l'objectif d'être cédée.

Les éléments du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités cédées ou abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère matériel. Les éléments bilantiels relatifs aux années antérieures présentées ne sont pas isolés, seuls les éléments de la dernière période présentée sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés ou abandonnés.

▪ Compte de résultat

Le compte de résultat consolidé adopte une présentation par nature.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est égal au montant des ventes de produits et services liés aux activités courantes de l'ensemble constitué par les sociétés commerciales consolidées par intégration globale. En ce qui concerne CPoR Devises, le chiffre d'affaires retenu est le Produit Net Bancaire. Le chiffre d'affaires comprend, après élimination des opérations internes, le montant net, après retraitements éventuels, du chiffre d'affaires réalisé par les sociétés consolidées par intégration globale.

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, ou des coûts associés.

Charges de personnel

Le poste « charges de personnel » inclut la participation des salariés et les avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres.

Charges d'impôts sur les résultats

Le poste « impôts sur les résultats » comprend les charges d'impôt exigible et d'impôt différé.

▪ Résultat net par action (RNPA)

Le résultat net par action a été calculé en conformité avec la norme IAS 33.

L'information présentée est calculée selon les deux méthodes suivantes :

- RNPA : Résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice.
- RNPA dilué : Résultat net part du Groupe rapporté au nombre d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions dilutives potentielles relatives aux options de souscription d'actions.

▪ Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou de services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

L'information sectorielle du Groupe TESSI sera donnée uniquement par secteur d'activité, une information par secteur géographique étant considérée comme peu pertinente au vue du positionnement du Groupe quasi exclusivement sur le marché français.

Pour des raisons de risques de préjudices concurrentiels, le Groupe ne délivrera pas d'informations sur ses résultats sectoriels.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs, les autres participations ainsi que les créances et autres actifs financiers non courants.

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs.

En correspondance avec les définitions ci-dessus, et tenant autant compte des synergies développées entre les diverses offres de services que de leurs évolutions liées au marché, le Groupe TESSI identifie trois grands secteurs d'activité :

- Le secteur Moyens de Paiement
- Le secteur Traitement de documents
- Le secteur Marketing Services

NOTE 2 VARIATION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2008

Variations du périmètre de consolidation et des pourcentages d'intérêts

a) Sur l'année 2008, acquisitions et créations des sociétés suivantes :

- Création au 29 mai 2008 et consolidation par intégration globale de la société TESSI PROCUREMENT spécialisée dans l'achat et la vente de biens dans le cadre de la gestion d'opérations promotionnelles.
- Création au 20 mai 2008 et consolidation par intégration globale de la société TESSI SERVICES spécialisée dans la prestation de services administratifs et de gestion.
- Création en septembre 2008 et consolidation par intégration globale de la société TUNIS DATA SERVICES, immatriculée en Tunisie, spécialisée dans le traitement de documents.
- Prise de participation au 17 décembre 2008 à hauteur de 49% et consolidation par intégration globale de la société ISEM, spécialisée dans les moyens de paiement.
- Complément d'acquisition au 30 mai 2008 de la société PROCHEQUE, renommée C2I PRODUCTION, spécialisée dans les moyens de paiement. Le pourcentage de participation du Groupe dans la société C2I PRODUCTION est passé de 99,84% à 100%.
- Complément d'acquisition au 17 juillet 2008 de la société BIPIO, spécialisée dans les moyens de paiement. Le pourcentage de participation du Groupe dans la société BIPIO est passé de 90% à 91,50%
- Complément d'acquisition au 31 décembre de la société ARTESIA, spécialisée dans la création 3D. Le pourcentage de participation du Groupe dans la société ARTESIA est passé de 55% à 100%, suite à une recapitalisation de la société.

b) Autres mouvements sur l'année 2008 :

- Fusion-absorption de la société XWZ32 MP par la société SDI, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.
- Scission de la société C2I INGENIERIE, et apport partiel d'actif de la branche d'activité production à la société PROCHEQUE, renommée C2I PRODUCTION, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.

NOTE 3 ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES

A la date d'établissement des comptes consolidés, les activités transport de fonds, gestion de valeur et gestion des automates bancaires ont été soit cédées, soit arrêtées au cours de l'année 2008. Seul le site de Keepway de St Denis de la Réunion reste en activité. Ces activités sont de ce fait présentées, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, comme activités destinées à être cédées ou abandonnées dans les états financiers présentés au 31 décembre 2008.

Au 31 décembre 2008, ces activités continuent d'être consolidées à 100%. Cependant, la présentation est séparée en deux lignes distinctes dans le bilan (Actifs destinés à être cédés ou abandonnés et Passifs liés aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés) et en une ligne unique dans le compte de résultat.

Les tableaux ci-après présentent les résultats et les actifs et passifs des activités transport de fonds, gestion de valeur et gestion des automates bancaires.

RESULTATS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES

En milliers d'euros

Exercice clos le 31/12/2008 Exercice clos le 31/12/2007

Chiffre d'affaires	6 597	10 634
Autres produits opérationnels *	2 904	139
Achats consommés	-1 143	-707
Charges de personnel	-4 439	-8 486
Autres charges opérationnelles **	-3 222	-2 364
Impôts et taxes	-261	-454
Dotations aux amortissements et aux provisions ***	-1 142	-7 033
Résultat opérationnel courant	-706	-8 271
Autre charges et produits opérationnels non courants ****	-75	-211
Résultat opérationnel	-781	-8 482
Coût de l'endettement financier net	-7	
Autres charges et produits financiers	14	
Résultat avant impôt	-774	-8 482
Impôts sur les résultats	258	2 829
Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées	-516	-5 653

* Y compris reprises pour dépréciation des actifs d'un montant de 2 799 milliers d'euros au 31 décembre 2008.

** Y compris indemnisation d'un montant de 1,2 millions d'euros versée à Loomis France en 2008 dans le cadre de la reprise d'activité déficitaire.

*** Y compris dotations pour dépréciation des actifs d'un montant de 19 milliers d'euros au 31 décembre 2008, et 4 097 milliers d'euros au 31 décembre 2007.

**** Y compris dotations pour dépréciation des goodwill d'un montant de 241 milliers d'euros au 31 décembre 2007.

ACTIFS ET PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES

En milliers d'euros

Exercice clos le 31/12/2008 Exercice clos le 31/12/2007

Actifs destinés à être cédés ou abandonnés	383	5 427
Goodwill nets	0	0
Immobilisations incorporelles	19	7
Immobilisations corporelles	364	5 420
Passifs destinés à être cédés ou abandonnés	0	0
Fournisseurs et autres créiteurs	0	0
Provisions	0	0
Autres Passifs	0	0

NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

4.1 SECTEURS D'ACTIVITE

<i>En millions d'euros</i>	Moyens de paiement	Traitement de documents	Marketing Services	Autre et Non Affecté	Total
Exercice clos le 31/12/2008					
COMPTE DE RESULTAT					
Chiffre d'affaires brut	99,9	67,6	37,6	6,9	212,0
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	2,8	3,4	1,5	0,3	8,0
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	97,1	64,2	36,1	6,6	204,0
Dotations aux amortissements des immobilisations	2,9	2,5	1,3	0,1	6,8
BILAN					
ACTIFS SECTORIELS *	54,9	37,2	24,9	3,4	120,4
Montant des participations dans les entreprises associées					0
Actifs d'impôts					8,6
Autres actifs					186,3
Total des actifs consolidés					315,3
PASSIFS SECTORIELS	28,2	26,9	16,8	4,1	76,0
Dettes financières					139,8
Autres dettes (avances sur opérations promotionnelles)					27,6
Passifs d'impôts					6,5
Capitaux propres					65,4
Total des passifs consolidés					315,3
INVESTISSEMENTS NON FINANCIERS **	3,5	3,2	0,4	0,1	7,2
AUTRES INFORMATIONS					
Effectifs de clôture	1 022	1 565	370	63	3 019

* Dont 0,4 millions d'euros d'actifs destinés à être cédés ou abandonnés inclus dans le secteur Moyens de Paiement.

** Dont 0,4 millions d'euros d'investissements non financiers des activités destinées à être cédées ou abandonnées inclus dans le secteur Moyens de Paiement.

En millions d'euros

	Moyens de paiement	Traitement de documents	Marketing Services	Autre et Non Affecté	Total
--	-----------------------	-------------------------------	-----------------------	----------------------------	-------

Exercice clos le 31/12/2007

COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires brut	90,7	53,4	29,1	5,2	178,4
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	2,4	3,1	0,9	0,3	6,7
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	88,3	50,3	28,2	4,9	171,7
Dotations aux amortissements des immobilisations	2,9	1,7	1,0	0,1	5,7

BILAN

ACTIFS SECTORIELS *	60,4	31,0	21,1	11,0	123,5
Montant des participations dans les entreprises associées					0
Actifs d'impôts					8,4
Autres actifs					125,5
Total des actifs consolidés					257,4
PASSIFS SECTORIELS	25,9	20,6	13,9	4,2	64,6
Dettes financières					120,3
Autres dettes (avances sur opérations promotionnelles)					13,5
Passifs d'impôts					1,6
Capitaux propres					57,4
Total des passifs consolidés					257,4
INVESTISSEMENTS NON FINANCIERS **	5,3	2,9	0,6	0,1	8,9

AUTRES INFORMATIONS

Effectifs de clôture	1 072	1 189	374	66	2 701
----------------------	-------	-------	-----	----	-------

* Dont 5,4 millions d'euros d'actifs destinés à être cédés ou abandonnés inclus dans le secteur Moyens de Paiement.

** Dont 2,5 millions d'euros d'investissements non financiers des activités destinées à être cédées ou abandonnées inclus dans le secteur Moyens de Paiement.

4.2 CPoR DEVICES

En milliers d'euros

	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Intérêts et produits assimilés	1 593	1 473
Intérêts et charges assimilés	-1 586	-2 210
Commissions (produits/charges)	1 644	1 480
Résultat sur opérations des portefeuilles de négociation	28 610	27 795
Autres produits d'exploitation bancaire	11 205	7 154
Produit Net Bancaire	41 466	35 692

NOTE 5 CHARGES DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Salaires et traitements	71 863	61 434
Charges sociales	26 849	23 260
Participation des salariés	1 465	707
Paiement en actions (Stocks-options)	63	131
Total	100 239	85 532

- Effectifs

	31/12/2008	31/12/2007
Cadres	395	369
Non Cadres	2 655	2 575
Total*	3 050	2 944

* Dont 31 salariés des activités destinées à être cédées ou abandonnées au 31 décembre 2008, et 243 salariés au 31 décembre 2007.

NOTE 6 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Production stockée	0	-11
Production immobilisée	0	62
Subvention d'exploitation	37	11
Reprises amortissements et provisions	1 788	1 556
Autres produits opérationnels	1 516	1 131
Total autres produits opérationnels	3 341	2 749

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Autres services extérieurs	28 871	25 077
Autres charges externes	21 472	19 387
Autres charges opérationnelles	1 196	606
Total autres charges opérationnelles	51 539	45 070

	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Plus ou moins values de cession	99	179
Total plus ou moins values de cession	99	179
Litiges	0	0
Dépréciation de goodwill	-7 357	-185
Total autres charges et produits opérationnels non courants	-7 258	-6

NOTE 7 DETAIL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Amortissements	6 792	5 701
Provisions	2 614	1 140
Total	9 406	6 841

NOTE 8 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Produits sur prêts et placements de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Produits sur prêts	0	0
Produits financiers sur trésoreries	868	606
Réévaluation des titres de placement en option juste valeur	0	0
Autres produits	410	459
Total	1 278	1 065

Charges de financement

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Frais financiers sur emprunts	1 916	1 402
Frais financiers sur locations financement	75	82
Frais financiers sur VMP	1	0
Autres frais financiers	401	179
Total	2 393	1 663

NOTE 9 IMPOTS SUR LES RESULTATS

Analyse de la charge d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Impôts exigibles	9 052	7 661
Impôts sur le résultat de l'exercice	9 058	7 601
Ajustement aux impôts exigibles des exercices antérieurs	0	0
Autres impôts exigibles	-6	60
Impôts différés	-763	-165
Liés à la naissance ou à l'inversion des différences temporelles	-326	105
Afférents aux variations des taux d'impôt ou aux impôts nouveaux	0	0
Autres impôts différés	-437	-270
Impôts sur les résultats	8 289	7 496

Rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôts

	Exercice clos le 31/12/2008	Taux 2008	Exercice clos le 31/12/2007	Taux 2007
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	9 219		12 677	
Intérêts minoritaires	2 063		766	
Résultat net des sociétés mises en équivalence	0		0	
Résultat net des activités poursuivies	11 282		13 443	
Charge d'impôt du Groupe	8 289		7 496	
Résultat avant impôts	19 571		20 939	
Dépréciation des écarts d'acquisition	4 966		185	
Résultat avant impôts et dépréciation des goodwill	24 537		21 124	
<i>Taux d'imposition en France</i>		X 33,33%		X 33,33%
<i>Charge d'impôt théorique</i>	<i>8 179</i>		<i>7 041</i>	
Rapprochement :				
Différences permanentes	334		72	
Différentiel sur fiscalité étrangère	-146		-121	
Impact des différences des taux d'imposition	151		0	
Crédits d'impôts	-23		-7	
IFA	0		38	
Déficits fiscaux non activés	42		221	
Déficits antérieurs non activés et utilisés	-248		-4	
Déficits antérieurs activés et perdus	0		259	
Ajustement aux impôts exigibles des exercices antérieurs	0		-3	
<i>Taux d'impôt effectif</i>		X 33,78%		X 35,49%
<i>Charge d'impôt réelle</i>	<i>8 289</i>		<i>7 496</i>	

Les différences permanentes sont principalement liées aux éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Charges et produits non déductibles ou non imposables	271	132
Autres	63	-60
Impôts sur les résultats	334	72

Origine des impôts différés actifs et passifs :

	2008			2007		
	Actifs	Passifs	Net	Actifs	Passifs	Net
Immobilisations	379	684	-305	542	684	-142
Amortissements (Crédits-Baux)	4		4		5	-5
Charges à payer / Produits à recevoir	695		695	417		417
Autres actifs	797		797	675		675
Provisions (IFC)	1 134		1 134	988		988
Autres passifs		769	-769		448	-448
Reports fiscaux déficitaires	4 196		4 196	3 348		3 348
Impôts différés actifs sociaux						
Impôts différés nets	7 205	1 453	5 752	5 970	1 137	4 833
<i>Impôts différés actifs au bilan</i>			6 251			5 011
<i>Impôts différés passifs au bilan</i>			499			178

NOTE 10 GOODWILL

En milliers d'euros	TOTAL	Moyens de Paiement	Traitement de Documents	Marketing Services	Autres et Non Affectés
Montant brut au 31 décembre 2007	46 700	33 601	6 867	3 288	2 944
Dépréciations cumulées	-335				-335
Net au 31 décembre 2007	46 365	33 601	6 867	3 288	2 609
Acquisitions	334	334			
Cessions					
Réaffectation des goodwill provisoires	-1 742	8	-545	-542	-663
Dépréciations	-7 357		-3 936	-1 539	-1 882
Dépréciations des actifs destinés à être cédés ou abandonnés					
Goodwill au 31 décembre 2008	37 600	33 943	2 386	1 207	64
Montant brut au 31 décembre 2008	45 292	33 943	6 322	2 746	2 281
Dépréciations cumulées	-7 692		-3 936	-1 539	-2 217
Net au 31 décembre 2008	37 600	33 943	2 386	1 207	64

Les goodwill sont constatés à la date d'acquisition sur la base de l'allocation provisoire du prix d'acquisition. Le Groupe ajuste cette allocation provisoire au cours de la période d'allocation (n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition) pour refléter les valeurs finales de certains actifs et passifs comme les actifs incorporels, les avantages du personnel, les passifs éventuels et les soldes d'impôt courant et différé.

NOTE 11 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

- Analyse de la variation

<i>En milliers d'euros</i>	TOTAL	Concessions , brevets, licences	Logiciels en Crédit-bail	Autres immos incorp.	Immos incorp. En cours
Valeur brute à l'ouverture	10 992	7 515	1 007	2 432	38
<i>Cumul des amortissements</i>	-9 788	-7 176	-441	-2 171	
<i>Cumul des pertes de valeur</i>					
Valeur nette au 1^{er} janvier	1 204	339	566	261	38
Acquisitions	426	206		220	
Immobilisations générées en interne					
Variations de périmètre (net)	1	1			
Cessions (net)	-53	-3		-12	-38
Dotations aux amortissements	-677	-241	-234	-202	
DAP des actifs destinés à être cédés					
Virements de poste à poste (net)	15	15			
Ecarts de conversion (net)					
Reclassement actifs destinés à être cédés ou abandonnés (net)					
Valeur brute à la clôture	10 734	7 274	1 007	2 453	0
<i>Cumul des amortissements</i>	-9 818	-6 957	-675	-2 186	
<i>Cumul des pertes de valeur</i>					
Valeur nette au 31 décembre	916	317	332	267	0

NOTE 12 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

- Analyse de la variation

<i>En milliers d'euros</i>	TOTAL	Terrains	Construct°	Install tech., mat. Info et ind.	Install. Techn. En crédit- bail	Autres immos Corp.	Autres immos corp. En crédit-bail	Immos en cours
Valeur brute à l'ouverture	58 008	2	2 085	22 570	4 516	28 518	242	76
<i>Cumul des amortissements</i>	-40 266		-402	-15 013	-4 226	-20 489	-136	
<i>Cumul des pertes de valeur</i>								
Valeur nette au 1^{er} janvier	17 742	2	1 683	7 558	290	8 028	105	76
Investissements	6 440			2 838		3 547		55
Variations de périmètre (net)	226			37		189		
Cessions (net)	-527			-59		-468		
Dotations aux amortissements	-6 111		-56	-3 213	-186	-2 629	-26	
Dot. des actifs destinés à être cédés ou abandonnés								
Virements de poste à poste (net)	23			509		-416		-70
Ecart de conversion (net)	-10			-3		-7		
Reclassement actifs destinés à être cédés ou abandonnés (net)	385					385		
Valeur brute à la clôture	62 749	2	2 085	25 580	4 516	30 264	242	60
<i>Cumul des amortissements</i>	-44 581		-458	-17 914	-4 412	-21 634	-162	
<i>Cumul des pertes de valeur</i>								
Valeur nette au 31 décembre	18 168	2	1 626	7 666	104	8 630	80	60

NOTE 13 IMMEUBLE DE PLACEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	Evaluation au coût historique au 31/12/2008	Evaluation au coût historique au 31/12/2007
<i>Valeur nette à l'ouverture</i>	159	164
<i>Valeur brute</i>	198	198
<i>Cumul des amortissements</i>	-39	-34
<i>Cumul des pertes de valeur</i>	0	0
Amortissements	-5	-5
Pertes de valeur (comptabilisées) reprises dans le compte de résultat	0	0
Autres	0	0
<i>Valeur nette à la clôture</i>	154	159
<i>Valeur brute</i>	198	198
<i>Cumul des amortissements</i>	-44	-39
<i>Cumul des pertes de valeur</i>	0	0

NOTE 14 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
<i>Titres détenus jusqu'à l'échéance</i>		
Titres de participation	1 042	757
<i>Prêts et créances à long terme</i>		
Dépôts, cautionnements et prêts	1 989	1 803
<i>Titres disponibles à la vente</i>		0
<i>Titres de placement en juste valeur</i>		0
<i>Total valeurs brutes</i>	3 031	2 559
Provisions cumulées (titres de participation)	-342	-342
<i>Valeur nette</i>	2 689	2 217

- Titres non consolidés (contribution en valeurs nettes)

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
SOGECOR	0	0
DESA	0	0
SODESA	0	0
CIAT	10	10
24H00	678	400
AUTRES	12	5
<i>Valeur nette</i>	700	415

- Analyse de la variation

<i>En milliers d'euros</i>	TOTAL	Titres de participation	Prêts	Dépôts et cautionnements
Valeur brute à l'ouverture	2 559	757	25	1 778
<i>Cumul des pertes de valeur</i>	-342	-342		
Valeur nette à l'ouverture	2 217	415	25	1 778
Acquisitions	638	278	6	354
Variations de périmètre	24	8		16
Cessions	-187		-2	-185
Revalorisation				
Virements de poste à poste				
Ecart de conversion	-3			-3
Pertes de valeur				
Valeur brute à la clôture	3 031	1 042	29	1 960
<i>Cumul des pertes de valeur</i>	-342	-342		
Valeur nette au 31 décembre	2 689	700	29	1 960

NOTE 15 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Valeur brute	61 523	52 594
Dépréciation	-1 673	-2 313
Total valeur nette à l'actif	59 849	50 281
Acomptes et avances reçus	-1 452	-1 501
Produits constatés d'avance	-2 300	-1 817
Valeur nette Clients	56 097	46 963
Valeur nette Clients retraitée *	54 567	44 706
Chiffre d'affaires TTC (Base 12 mois) *	194 834	180 302
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	102,22	90,5

* Hors activités financières et activités destinées à être cédées.

NOTE 16 AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Avances et acomptes versés	968	798
Créances sociales	417	334
Créances fiscales	14 053	7 591
Créances diverses	1 299	619
Charges constatées d'avance	2 539	2 271
<i>Autres créances et comptes de régularisation</i>	19 276	11 613
Impôts exigibles	2 306	3 377
<i>Total</i>	21 582	14 990

NOTE 17 CAPITAL SOCIAL

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Nombre de titres	2 905 398	2 900 788
Valeur nominale	2 euros	2 euros
<i>Total</i>	5 810,8	5 801,5

- Calcul du résultat par action

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Résultat net Part du Groupe de l'ensemble consolidé	8 703	7 024
Nombre moyen d'actions en circulation	2 904 676	2 892 139
<i>Résultat de l'ensemble consolidé en euros par action (Base 12 mois)</i>	3,00	2,43

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Résultat net Part du Groupe des activités poursuivies	9 219	12 677
Nombre moyen d'actions en circulation	2 904 676	2 892 139
<i>Résultat des activités poursuivies en euros par action (Base 12 mois)</i>	3,17	4,38

- Calcul du résultat dilué par action

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Résultat net Part du Groupe de l'ensemble consolidé	8 703	7 024
Nombre moyen d'actions - dilué	2 971 737	2 956 137
<i>Résultat dilué de l'ensemble consolidé en euros par action (Base 12 mois)</i>	2,93	2,38

En milliers d'euros

Exercice clos
le 31/12/2008

Exercice clos
le 31/12/2007

Résultat net Part du Groupe des activités poursuivies	9 219	12 677
Nombre moyen d'actions - dilué	2 971 737	2 956 137
Résultat dilué des activités poursuivies en euros par action (Base 12 mois)	3,10	4,29

Ajustements effectués afin de calculer le nombre moyen pondéré d'actions, dilué :

En milliers d'euros

Exercice clos
le 31/12/2008

Exercice clos
le 31/12/2007

Nombre d'actions en circulation	2 905 398	2 900 788
Effet dilutif des options d'achats	66 339	55 349
Nombre moyen d'actions après dilution	2 971 737	2 956 137

- Options d'achat d'actions

Mouvements de l'exercice

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
Options en circulation au 1^{er} janvier 2008	55 349	36,23
Options émises pendant l'exercice	15 600	
Options devenues non exerçables pendant l'exercice	0	
Options exercées pendant l'exercice	-4 610	
Options en circulation au 31 décembre 2008	66 339	37,09
Options arrivées à échéance pendant l'exercice	11 440	
Options exerçables au 31 décembre 2008	26 478	

Caractéristiques des options d'achat d'actions en circulation à la clôture de l'exercice

	Date d'échéance de la période d'indisponibilité	Prix d'exercice (en euros)	Nombre d'options
Plan 1	8 juillet 2006	26,92	1 698
Plan 2	10 février 2007	15,57	3 831
Plan 3	8 décembre 2007	29,68	9 509
Plan 4	13 décembre 2008	35,66	11 440
Plan 5	9 décembre 2009	40,27	8 322
Plan 6	9 juin 2010	47,38	5 281
Plan 7	11 juin 2011	49,26	10 658
Plan 8	16 juin 2012	35,56	15 600
Total			66 339

NOTE 18 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- Analyse de la variation

<i>En milliers d'euros</i>	TOTAL	Provisions pour indemnité de départ en retraite	Provisions pour contentieux	Provisions pour impôt	Autres provisions
Valeur au 1^{er} janvier	5 258	3 301	353	0	1 603
Variation de périmètre	71	71			
Provisions supplémentaires	1 578		511	102	965
Changement méthode : écarts actuariels	376	376			
Augmentation des provisions existantes	490	485	5		
Montants repris utilisés	-234		-187		-47
Montants repris non utilisés	-362	-110	-77		-175
Valeur au 31 décembre	7 177	4 123	606	102	2 346
Provisions non courantes	5 673	4 123			1 550
Provisions courantes	1 504		606	102	796

Les autres provisions couvrent les risques liés aux licenciements et les risques divers.

NOTE 19 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

- Principales hypothèses actuarielles

<i>En %</i>	2008	2007
Taux d'actualisation	5,5%	5%
Taux attendu d'augmentation des salaires des Cadres	3%	3%
Taux attendu d'augmentation des salaires des Non Cadres	2%	2%
Taux d'inflation	2%	2%

NOTE 20 PASSIFS ET CREDITEURS

- Passif portant intérêt

Exercice 2008	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<i>En milliers d'euros</i>				
Emprunts auprès des établissements de crédit	11 506	18 595		30 101
Contrats de location financement	440	241		681
Dettes financières diverses	136	1 338		1 474
Découverts bancaires	13 063			13 063
Intérêts courus non échus	133			133
Total des passifs portants intérêts	25 278	20 174		45 452

- Dettes financières de crédit-bail

Exercice 2008	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<i>En milliers d'euros</i>				
Contrats de location financement, valeur actuelle des paiements minimaux relatifs à la location *	398	122	0	520

* Hors activités destinées à être cédées

- Fournisseurs et autres crédateurs

Exercice 2008	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<i>En milliers d'euros</i>				
Dettes fournisseurs	19 793			19 793
Dettes Fournisseurs d'immobilisations	3			3
Total fournisseurs	19 796			19 796
Avances et acomptes reçus	1 452			1 452
Dettes sociales	20 864		1 465	22 329
Dettes fiscales	27 644			27 644
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles (SFDD)	27 553			27 553
Dettes liées aux activités financières	94 396			94 396
Dettes diverses	1 262			1 262
Produits constatés d'avance	2 300			2 300
Total autres dettes et comptes de régularisation	175 471		1 465	176 936
Total Fournisseurs et autres crédateurs	195 267		1 465	196 732

NOTE 21 TRESORERIE ET ENDETTEMENT NET

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Valeurs mobilières de placement	23 139	13 621
Disponibilités des activités commerciales	20 159	19 172
Disponibilités des activités financières	123 036	80 665
Découverts bancaires	-13 063	-8 062
Trésorerie	153 271	105 396
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	-27 553	-13 520
Trésorerie gérée pour le compte de tiers dans le cadre des activités financières	-94 396	-66 715
Trésorerie nette des avances	31 322	25 162
Dettes financières	-32 256	-45 396
Endettement net	-934	-20 235

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007
Dettes financières inférieures à 1 an	12 082	12 588
Dettes financières supérieures à 1 an et inférieures à 5 ans	20 174	32 809
Dettes financières supérieures à 5 ans		
Dettes financières	32 256	45 396

NOTE 22 VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/2008	Exercice clos le 31/12/2007	Mouvements de périmètre	Autres Mouvements	Variations de l'exercice
Variation des frais financiers	-133	-157	-2	0	26
Situation exploitation	10 099	2 648	68	4	7 380
Stock	1 330	589	12	0	729
Créances d'exploitation	75 288	59 004	1 874	2	14 408
Dettes d'exploitation	-66 519	-56 945	-1 818	2	-7 758
Situation hors exploitation	-30 926	-12 675	-14	-49	-18 189
Créances hors exploitation	3 605	3 997	26	-1	-416
Dettes hors exploitation	-34 770	-17 126	-51	-47	-17 546
Charges et produits constatés d'avance	238	454	11	0	-227
Besoin en fonds de roulement	-20 960	-10 184	52	-45	-10 783
Avances promotionnelles	27 553	13 520			14 033
Variation du Besoin en fonds de roulement retraité					3 250

NOTE 23 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET MEMBRES DE LEURS RESEAUX PRIS EN CHARGE PAR LE GROUPE

En milliers d'euros	Sovec				Audits et Partenaires				Autres Cabinets			
	Montants (HT)		%		Montants (HT)		%		Montants (HT)		%	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Commissariat aux comptes	248	255	100%	100%	205	206	100%	100%	56	61	100%	100%
Emetteur	42	45	17%	17%	42	45	21%	22%				
Filiales intégrées globalement	206	211	83%	83%	163	162	79%	78%	56	61	100%	100%
Missions accessoires												
Emetteur												
Filiales intégrées globalement												
Audit	248	255	100%	100%	205	206	100%	100%	56	61	100%	100%
Juridique, fiscal, social												
Autres prestations												
Autres Prestations												
Total	248	255	100%	100%	205	206	100%	100%	56	61	100%	100%

NOTE 24 JETONS DE PRESENCE

Les jetons de présence versés aux membres non salariés du Conseil d'Administration de TESSI SA au titre de 2008 s'élèvent à 60 000 euros.

NOTE 25 ENGAGEMENTS DONNES – RECUS

Engagements donnés

- TESSI SA est solidaire de ses filiales, en cas de défaillance financière de ces dernières, dans la limite de 20 Millions d'euros,
- TESSI SA agit solidairement avec ses filiales dans le cadre des contrats ETICA et ETICA BAIL.
- TESSI SA a accordé à l'actionnaire majoritaire une promesse d'achat portant sur 51% des actions de la société INFORMATIQUES SERVICES ET MATERIELS – ISEM. Cette promesse pourra être exercée en une fois par l'actionnaire majoritaire à compter du 1^{er} juillet 2014 et jusqu'au 30 septembre 2014 inclus.
- TESSI SA a accordé à l'actionnaire majoritaire une promesse de vente portant sur 49% des actions de la société INFORMATIQUES SERVICES ET MATERIELS – ISEM. Cette promesse pourra être exercée en une fois par l'actionnaire majoritaire en cas de changement de contrôle de TESSI SA au sens de l'article L.233-3 du Code du Commerce entre le 17 décembre 2008 et le 17 décembre 2014 à minuit.

Engagements reçus

- Le contrat d'ouverture de crédit de 2007 a été utilisé pour partie. Il reste un droit de tirage de 20M€ au 31 décembre 2008, à utiliser avant le 25 juin 2009.
- L'actionnaire majoritaire détenant 51% des actions de la société INFORMATIQUES SERVICES ET MATERIELS – ISEM a accordé à TESSI SA une promesse de vente. Cette promesse pourra être exercée par TESSI SA en une fois à compter du 1^{er} octobre 2014 et jusqu'au 31 décembre 2014 à minuit.

Engagements réciproques

- Souscription par TESSI ILE DE France auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 252 000 € en garantie des intérêts de l'URSSAF de PARIS, client de TESSI ILE DE France.

Dettes garanties par des sûretés réelles

- TESSI SA, nantissement :

- de 10 000 actions de la société TESSI CHEQUE,
- de 50 000 actions de la société C2I INGENIERIE,
- de 239 996 actions de la société CPoR Devises,
- de 370 actions de la société XWZ 32,

au profit de CALYON – Crédit Agricole CIB, *pari passu* avec la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Sud Rhône Alpes, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre France, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Est, la Société Générale et la BNP Paribas,

- de 500 actions de la société I.C.S.B. au profit de la Lyonnaise de Banque *pari passu* avec la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Aquitaine Nord – CEAN,
- de 250 actions de la société TELE TRAITEMENT ET INFORMATIQUE DE GESTION DE LA REUNION – TIGRE au profit de la Lyonnaise de Banque.

- TESSI SA a accordé une hypothèque de premier rang sur les locaux de Bobigny au profit de la Société Générale en garantie d'un emprunt.

Autres engagements financiers

- Les deux principaux emprunts souscrits en 2007, pour 28,9 M€, ont fait l'objet conformément au contrat d'ouverture de crédit, d'une couverture d'intérêts à hauteur de 50%.

Aucun retraitement sur la valorisation de ces couvertures n'a été opéré au 31 décembre 2008 dans les comptes consolidés compte tenu du caractère non significatif de l'impact, qui par ailleurs a été apprécié à partir des valorisations des contreparties.

NOTE 26 PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2008**Information relative aux filiales consolidées par secteur d'activités****MOYENS DE PAIEMENT**

Société	Pays	Contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
SMIP-TESSI	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE NANTERRE	France	99,80	99,80	IG
SMTC	France	100,00	100,00	IG
SLTC	France	100,00	100,00	IG
BORDEAUX SAISIE	France	100,00	100,00	IG
TDC	France	100,00	100,00	IG
RIB DROME	France	99,80	99,80	IG
RIB HAUTE SAVOIE	France	99,80	99,80	IG
TESSI CHEQUE NORMANDIE	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE	France	100,00	100,00	IG
C2I PRODUCTION	France	100,00	100,00	IG
SATC	France	100,00	100,00	IG
SYNERCAM	France	100,00	100,00	IG
PROCHEQUE NORD	France	100,00	100,00	IG
GIP-TESSI	France	100,00	100,00	IG
SDIP-TESSI	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE ILE DE France	France	100,00	100,00	IG
TESSI TGD	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE CONSEIL	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE RENNES	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE AUVERGNE	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE	France	100,00	100,00	IG
BIPIO	Ile Maurice	91,50	91,50	IG
C2I INGENIERIE	France	100,00	100,00	IG
TIGRE	France	100,00	100,00	IG
TIGRE MADAGASCAR	Madagascar	100,00	100,00	IG
TDI	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE BORDEAUX	France	100,00	100,00	IG
TESCA	France	51,00	51,00	IG
STMP	France	100,00	100,00	IG
CPOR DEVISES	France	80,00	80,00	IG
TESSI INFORMATIQUE	France	100,00	100,00	IG
ICSB	France	100,00	100,00	IG
ATIA	Vietnam	60,00	60,00	IG
ATIP	France	100,00	100,00	IG
ISEM	France	49,00	49,00	IG

TRAITEMENT DE DOCUMENTS

Société	Pays	Contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
PERFO SERVICE	France	100,00	100,00	IG
SEDI	France	99,80	99,80	IG
CLIP-TESSI	France	99,80	99,80	IG
TESSI ILE DE France	France	99,90	99,90	IG
RIB RHONE	France	99,80	99,80	IG
TSI ACTION INFO	France	100,00	100,00	IG
RIP-TESSI	France	100,00	100,00	IG
TESSI ENCAISSEMENTS	France	100,00	100,00	IG
BIP-TESSI	France	100,00	99,90	IG
SIP	France	100,00	99,90	IG
ACCES MANAGEMENT	France	100,00	100,00	IG
ACCES INFORMATIQUES	France	100,00	100,00	IG
ACCES DEVELOPPEMENT INTERACTIF	France	100,00	100,00	IG
ATELIER PRE ST GERVAIS	France	100,00	100,00	IG
DOCUBASE SERVICES	France	100,00	100,00	IG
SDI	France	100,00	100,00	IG
TUNIS DATA SERVICES	Tunisie	100,00	100,00	IG

MARKETING SERVICES

Société	Pays	Contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
SFDD SAS	France	99,93	99,93	IG
TELEDIRECT	France	100,00	100,00	IG
SAMP	France	100,00	100,00	IG
SOFT PROMO	France	100,00	100,00	IG
MEDIPOST	France	100,00	100,00	IG
TESSI PROCUREMENT	France	100,00	100,00	IG

AUTRES ET NON AFFECTEES

Société	Pays	Contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
HEXAGONALE CONSULTANTS	France	100,00	100,00	IG
ARTESIA	France	100,00	100,00	IG
COUP DE Foudre	France	55,00	55,00	IG
TESSI SERVICES	France	100,00	100,00	IG
INTACTUS	France	99,64	99,64	IG
KEEPWAY	France	100,00	100,00	IG
XWZ32	France	100,00	100,00	IG
DOCUBASE SYSTEMS	France	100,00	100,00	IG
DOCUBASE SYSTEMS Inc.	Etats-Unis	100,00	100,00	IG
ASP ONE	France	100,00	100,00	IG
DECLARATIS	France	100,00	100,00	IG

NOTE 27 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE PRO FORMA

Cette note présente le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2007 comme si les sociétés acquises au cours de l'exercice 2007 l'avaient été au 1^{er} janvier de l'année.

Cette information concerne les sociétés acquises en juillet 2007, ainsi que les intérêts minoritaires des sociétés Tessi Chèque Interbancaire et C2I INGENIERIE acquis au cours de l'année 2007.

En milliers d'euros

	31/12/2008	31/12/2007 Pro Forma	31/12/2007
Chiffre d'affaires	203 995	184 742	171 717
Autres produits opérationnels	3 341	2 790	2 749
Achats consommés	-11 130	-10 541	-8 788
Charges de personnel	-100 239	-92 914	-85 532
Autres charges opérationnelles	-51 539	-49 198	-45 070
Impôts et taxes	-7 078	-7 210	-6 692
Dotations aux amortissements et aux provisions	-9 406	-7 761	-6 841
Résultat opérationnel courant	27 944	19 908	21 543
Autre charges et produits opérationnels non courants	-7 258	-6	-6
Résultat opérationnel	20 686	19 902	21 537
Coût de l'endettement financier net	-1 124	-1 154	-879
Autres charges et produits financiers	9	65	280
Résultat avant impôt	19 571	18 813	20 938
Impôts sur les résultats	-8 289	-6 813	-7 496
Résultat net des sociétés intégrées	11 282	11 999	13 443
Participation dans des entreprises associées	0	0	0
Résultat net des activités poursuivies	11 282	11 999	13 443
Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées	-516	-5 653	-5 653
Résultat net de l'ensemble consolidé	10 766	6 347	7 790
Dont intérêts minoritaires	2 063	266	766
Dont part du groupe	8 703	6 081	7 024
Résultat net par action de l'ensemble consolidé	3,00	2,10	2,43
Résultat net dilué par action de l'ensemble consolidé	2,93	2,06	2,38
Résultat net par action des activités poursuivies	3,17	4,06	4,38
Résultat net dilué par action des activités poursuivies	3,10	3,97	4,29

SOVEC

20 rue Fernand Pelloutier
38130 ECHIROLLES

AUDITS ET PARTENAIRES

65 b Boulevard des Alpes
38240 MEYLAN

Membres de la Compagnie Régionale de Grenoble

SA TESSI

Société Anonyme au capital de 5 810 796 €
Siège social : 177 cours de la Libération
38100 GRENOBLE
071 501 571 RCS GRENOBLE

...

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2008**

∴

SA TESSI

Société Anonyme au capital de 5 810 796 euros

Siège social : 177 cours de la Libération

38100 GRENOBLE

071 501 571 RCS GRENOBLE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos 31 décembre 2008, sur :

- Le contrôle des comptes consolidés de la société **TESSI**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- La vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- L'évaluation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles a été effectuée en conformité avec les méthodes du Groupe décrites dans la note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés.
Nos travaux ont consisté à examiner la documentation disponible et à apprécier le caractère raisonnable des évaluations retenues reprises à la note 10 de l'annexe.
- La note 1.5 de l'annexe aux comptes consolidés expose les méthodes et règles d'évaluation relatives aux activités destinées à être cédées ou abandonnées. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport de gestion du Groupe.

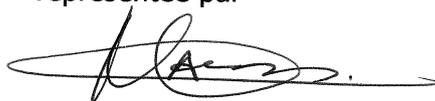
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Echirolles et Meylan, le 21 avril 2009

Les Commissaires aux comptes,

SOVEC

Société de Commissaires aux Comptes
représentée par



Martine PACCOUD

AUDITS ET PARTENAIRES

Société de Commissaires aux Comptes
représentée par



René Charles PERROT

1.1. COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2008

1.1.1 COMPTES DE RESULTAT SOCIAUX POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2007 ET 2008

En milliers d'euros

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	11 760	9 445
Autres produits d'exploitation	112	100
Total produits d'exploitation	11 872	9 545
Charges d'exploitation		
Achats et charges externes	5 762	3 988
Impôts, taxes et versements assimilés	412	392
Charges de personnel	2 748	2 870
Dotations aux amortissements	211	258
Dotations aux provisions	102	
Autres charges d'exploitation	60	60
Total charges d'exploitation	9 295	7 568
Résultat d'exploitation	2 577	1 977
Produits financiers	8 287	9 142
Charges financières	17 637	5 999
Résultat financier	(9 350)	3 143
Résultat courant avant impôt	(6 773)	5 120
Résultat exceptionnel	(1 360)	(30)
Impôts sur les bénéfices	(2 624)	(758)
Résultat net	(5 509)	5 848

1.1.2. BILANS SOCIAUX AUX 31 DECEMBRE 2007 ET 2008

En milliers d'euros

2008

2007

ACTIF

Actif immobilisé

Immobilisations incorporelles	91	90
Immobilisations corporelles	1 892	2 291
Immobilisations financières	69 818	77 475
Total actif immobilisé	71 801	79 856

Actif circulant

Stocks et en-cours		
Avances et acomptes versés sur commandes	20	6
Créances clients et avances versées	8 124	3 448
Autres créances	32 619	29 321
Valeurs mobilières de placement	238	4 097
Disponibilités	6 808	4 905
Charges constatées d'avance et charges à répartir	214	211
Total actif circulant	48 023	41 988
TOTAL DE L'ACTIF	119 824	121 844

PASSIF

Capitaux propres

Capital	5 811	5 801
Primes	8 228	8 139
Réserves	16 758	13 814
Report à nouveau	40	40
Résultat net	(5 509)	5 848
Total capitaux propres	25 328	33 642

Provisions pour risques et charges	103	0
---	------------	----------

Dettes

Dettes financières	87 802	85 259
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 487	1 295
Dettes fiscales et sociales	1 967	1 570
Autres dettes et produits constatés d'avance	137	78
Total dettes	94 393	88 202
TOTAL DU PASSIF	119 824	121 844

1.1.3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE SOCIAL POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2007 ET 2008

En milliers d'euros

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
FLUX LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net	-5 509	5 848
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Dotations aux Amortissements et provisions	12 779	3 943
Reprises des Amortissements et provisions	0	0
Plus ou moins values de cession	133	-44
Marge brute d'autofinancement	7 403	9 791
Variation du besoin en fonds de roulement	Note 10 4 192	1095
Flux net de trésorerie généré par l'activité	11 595	10 886
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-188	-103
Produits de cessions d'immobilisations corp. et incorporelles	374	0
	186	-103
Acquisition / encaissement d'immobilisations financières	-1 076	-220
Produits de cessions d'immobilisations financières	20	1
	-1 056	-219
Décaissement/ acquisitions de titres	1 024	-20 641
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	154	-20 964
FLUX LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital ou apports	99	443
Dividendes versés aux actionnaires	-2 904	-2 893
Emission / remboursement d'emprunts	-10 879	12 402
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-13 684	9 952
VARIATION DE TRESORERIE	-1 934	-126
TRESORERIE A L'OUVERTURE	8 795	8 921
TRESORERIE DE CLOTURE	6 861	8 795

1.1.4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES SOCIAUX POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2007 ET 2008

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2007	5 755	7 742	11 444	38	5 265	30 244
Primes d'émission		397				397
Augmentation de capital	46					46
Affectation résultat 2006			5 265		-5 265	0
Dividendes versés			-2 895	2		-2 893
Résultat net					5 848	5 848
Au 31 décembre 2007	5 801	8 139	13 814	40	5 848	33 642
Primes d'émission		89(*)				89
Augmentation de capital	10(*)					10
Affectation résultat 2007			5 848		-5 848	0
Dividendes versés			-2 904			-2 904
Résultat net					-5 509	-5 509
Au 31 décembre 2008	5 811	8 228	16 758	40	-5 509	25 328

(*) – L'augmentation de 10 K€ correspond à la levée de 4 610 options à 2 euros, options levées dans le cadre du plan d'achat d'actions.

Ces levées d'options ont entraîné le versement d'une prime d'émission de 89 K€.

1.1.5. FILIALES ET PARTICIPATIONS

SOCIETES	% de détention	Capitaux propres (hors résultat)	Résultat de l'ex. écoulé	Valeur des titres détenus		Dividendes encaissés durant l'ex. écoulé	Chiffre d'affaires De l'ex. écoulé
				Brute	Nette		
ACCES DEV.INTERACTIF	83.30%	6 986	-2 490	16 001	7 001	0	0
ACCES INFORMATIQUES	51.00%	828 840	377 783	823 222	823 222	153 000	4 520 345
ACCES MANAGEMENT	100.00%	103 894	148 108	726 778	726 778	0	0
ARTESIA	100.00%	20 205	9 998	352 571	0	0	229 346
ATIA	60.00%	118 762	141 942	45 249	45 249	20 688	409 024
ATIP	80.00%	-103 162	63 711	1	1	0	998 983
BIPIO	91.50%	619 558	327 059	100 266	100 266	0	1 703 167
BIP TESSI	1.00%	164 790	276 338	76	76	200	1 993 335
BORDEAUX SAISIE	99.89%	206 883	120 496	21 343	21 343	59 933	1 144 033
CLIP TESSI	99.80%	428 880	154 599	7 607	7 607	99 800	1 214 020
COUP DE Foudre	55.00%	-519 703	589 842	55 000	0	0	136 265
CPR BILLETS	80.00%	21 823 461	9 402 269	25 999 936	25 999 936	350 400	41 465 610
DESA HOLDING	2.88%			44 607	0	0	
GIP TESSI	99.00%	405 922	199 866	7 546	7 546	9 900	1 461 283
HEXAGO.CONSULTANTS	100.00%	100 978	21 967	1 506 480	0	0	376 749
ICSB	100.00%	595 356	-814 843	4 050 000	4 050 000	0	5 906 173
INTACTUS	99.64%	-898 975	-38 430	490 098	0	0	0
ISEM	49.00%	711 851	128 198	715 000	715 000	0	3 086 699

KEEPWAY	100.00%	-547 107	-2 133 640	2 239 922	0	0	7 039 661
PERFO SERVICE	100.00%	184 023	95 843	187 198	187 198	50 000	844 490
PROCHEQUE NORD	99.00%	-165 212	-49 522	99 000	0	0	614 424
RIB DROME	99.80%	241 852	202 609	7 607	7 607	149 700	1 330 131
RIB HAUTE SAVOIE	99.80%	85 696	-1 493	7 607	7 607	0	215 226
RIB RHONE	99.80%	100 146	-59 218	7 607	7 607	0	725 725
RIP TESSI	99.00%	247 076	85 783	7 546	7 546	49 500	3 093 753
SAMP	100.00%	37 675	-543	40 000	40 000	0	0
SATC	99.80%	21 654	22 461	7 607	7 607	0	192 687
SDIP	99.00%	258 131	203 677	7 546	7 546	99 000	899 697
SEDI	99.80%	1 250 762	147 486	7 607	7 607	79 840	20 938 447
SIP	1.00%	340 456	206 408	76	76	2 000	4 033 575
SLTC	99.90%	357 707	416 188	76 148	76 148	99 900	1 831 729
SMIP	99.00%	268 220	544 601	7 546	7 546	148 500	1 858 077
SMTC	99.90%	155 048	-64 506	76 148	76 148	0	121 961
SODESA	2.31%			35 634	0	0	
SOGECOR	99.94%			262 121	0	0	
STMP	100.00%	280 899	236 813	400 000	400 000	100 000	1 289 985
SYNERCAM	100.00%	639 152	204 283	1 219 638	1 219 638	50 000	1 053 933
TDC	99.80%	598 956	355 835	7 607	7 607	199 600	1 711 445
TDI	100.00%	60 522	10 082	50 000	50 000	0	198 771
TELEDIRECT	100.00%	525 530	92 104	421 087	421 087	50 000	3 094 483
TESCA	51.00%	70 479	56 071	18 870	18 870	0	331 111
TESSI CHEQUE	100.00%	1 359 862	895 793	5 784 549	5 784 549	500 000	35 447 590
TESSI CHEQUE AUVERGNE	100.00%	320 011	87 130	37 000	37 000	50 000	1 050 354
TESSI CHEQUE BORDEAUX	100.00%	335 938	293 093	37 000	37 000	150 000	4 248 477
TESSI CHEQUE CONSEIL	99.80%	136 273	58 983	693 957	693 957	19 960	2 089 871
TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE	100.00%	1 838 737	828 307	726 960	726 960	400 000	2 299 659
TESSI CHEQUE NANTERRE	99.80%	907 857	1 028 464	19 068	19 068	798 413	4 389 838
TESSI CHEQUE NORMANDIE	99.93%	166 628	-27 940	107 553	107 553	49 965	120 626
TESSI CHEQUE RENNES	100.00%	123 550	212 343	619 138	619 138	0	2 134 156
TESSI CHEQUES IDF	99.00%	432 282	309 429	9 900	9 900	198 000	1 459 884
TESSI ENCAISSEMENTS	100.00%	970 321	450 029	500 000	500 000	100 000	6 023 839
TESSI ILE DE FRANCE	99.90%	2 248 551	2 179 312	15 230	15 230	1 998 000	37 879 154
TESSI INFORMATIQUE	100.00%	-751 578	856 207	2 364 214	2 064 214	0	3 312 475
TESSI PROCUREMENT	100.00%	37 000	-3 209	37 000	37 000	0	2 077 415
TESSI SERVICES	100.00%	37 000	39 827	37 000	37 000	0	2 368 572
TESSI TECHNOLOGIES	100.00%	3 372 682	221 822	10 251 700	10 251 700	300 000	7 306 700
TESSI TGD	99.99%	-701	556 527	1 457 133	0	0	3 542 740
TESSI TMS	99.93%	5 032 128	170 628	4 633 974	4 633 974	0	25 709 733
TIGRE	100.00%	1 170 508	576 185	2 950 000	2 950 000	350 000	4 181 995
TIGRE MADAGASCAR	5.00%	-4 178	-2 067	1	1	0	25 217
TSI ACTION INFORMATIQUE	99.00%	461 596	641 894	7 546	7 546	247 500	3 160 928
TUNIS DATA SERVICES	99.90%	100 000	-94 843	99 900	99 900	0	12 369
XWZ32	100.00%	19 465 980	-14 135 903	12 250 000	5 330 077	0	0
24H00	11,44%			677 595	677 595	0	
TOTAUX				83 472 321	69 700 832	6 933 799	

Evènements 2008 :

- La fusion-absorption de la société XWZ32 MP par la société SDI, le 30 juin 2008 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.

- La scission de la société C2I INGENIERIE, et apport partiel d'actif de la branche d'activité production à la société PROCHEQUE, renommée C2I PRODUCTION. Suite à cette scission la société C2I INGENIERIE devient TESSI TECHNOLOGIES.

Création de nouvelles sociétés et prises de participations sur l'exercice 2008 :

- La création de la société TESSI PROCUREMENT, en date du 29 mai 2008, société spécialisée dans l'achat et la vente de biens dans le cadre de la gestion d'opérations promotionnelles.
- La création de la société TESSI SERVICES, en date du 20 mai 2008, société spécialisée dans la prestation de services administratifs et de gestion.
- La création de la société TUNIS DATA SERVICES, courant septembre 2008, société immatriculée en TUNISIE, spécialisée dans le traitement de documents.
- La prise de participation à hauteur de 49% de la société ISEM, en date du 17 décembre 2008, société spécialisée dans les moyens de paiement.
- Le complément d'acquisition de la société BIPIO, en date du 17 juillet 2008, société spécialisée dans les moyens de paiement. Le pourcentage de participation de la société TESSI SA dans la société BIPIO est passé de 90% à 91,50%.
- Le complément d'acquisition de la société ARTESIA suite à une recapitalisation de la société, en date du 31 décembre 2008, société spécialisée dans la création 3D. Le pourcentage de participation de la société TESSI SA dans la société ARTESIA est passé de 55% à 100%.

1.1.6. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2008

NOTE 1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

- La société TESSI SA a cédé un fonds de commerce au profit de la société TESSI SERVICES.
- L'exercice 2008 a enregistré diverses opérations concernant la société mère XWZ32 :

La révision du prix d'acquisition de la société à hauteur de 1 750 K€.

La constitution d'une provision pour dépréciation des titres pour un montant de 6 920 K€.

La constitution de provisions pour dépréciation de comptes courants, à hauteur de 4 709 K€.

NOTE 2 CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

Aucun changement de méthode comptable n'a été appliqué au titre de l'exercice, l'entreprise n'étant pas concernée par le nouveau règlement CRC08-15 du 04/12/2008 relatif au plan de rachat d'actions en faveur des employés (attribution d'actions gratuites ou stock options).

NOTE 3 PRINCIPES COMPTABLES, METHODES ET REGLES D'EVALUATION

Les comptes de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et selon les principes de :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

De plus, comme le prévoit la réglementation comptable, les principes de comptabilisation (règlements CRC 2004-06 et 2002-10) relatifs aux traitements des actifs sont pris en compte depuis le 01/01/2005.

1. Frais de recherche et développement

La société n'a pas engagé de frais de recherche et de développement.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. L'amortissement est calculé suivant le mode linéaire ou dégressif en retenant les durées d'utilisation estimées des différentes catégories d'immobilisations. Dans les cas où il est pratiqué, l'amortissement dégressif correspond à un amortissement économique.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Aménagements terrains	10 ans
- Structure béton	40 ans
- Structure métal	35 ans
- Couverture	30 ans
- Logiciels, licences	2 ans
- Agencements	5 à 7 ans
- Matériel de bureau et matériel informatique	3 à 5 ans
- Mobilier	5 à 10 ans

3. Titres de participation

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût historique.

La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité déterminée en tenant compte de la situation nette ré-estimée et des perspectives de rentabilité. Une dépréciation est constatée lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

NOTE 4 ACTIF IMMOBILISE

1. Immobilisations

▪ Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/08	Exercice clos le 31/12/07
Fonds de commerce	123	123
Concessions, brevets, licences	6	217
Valeur brute	129	340
Amortissements cumulés	(38)	(250)
Valeur nette	91	90

- Analyse de la variation

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/08	Exercice clos le 31/12/07
Valeur nette au 1^{er} janvier	90	89
Investissements	6	5
Cessions (net)	(2)	0
Dotations aux amortissements	(3)	(4)
Valeur nette au 31 décembre	91	90

Les immobilisations incorporelles sont en partie constituées de fonds de commerce acquis. Une dépréciation est constatée, si nécessaire.

Les cessions d'immobilisations incorporelles ont été faites dans le cadre du contrat de cession de branche de fonds de commerce par TESSI SA au profit de TESSI SERVICES.

▪ Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/08	Exercice clos le 31/12/07
Constructions	2 247	2 247
Installations techniques, agencements, matériels informatiques et ind.	740	1 037
Autres immobilisations corporelles	65	467
Immobilisations en cours	0	0
Valeur brute	3 052	3 751
Amortissements cumulés	(1 160)	(1 460)
Valeur nette	1 892	2 291

- Analyse de la variation

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/08	Exercice clos le 31/12/07
Valeur nette au 1^{er} janvier	2 291	2 447
Investissements	180	98
Cessions (net)	(371)	0
Dotations aux amortissements	(208)	(254)
Valeur nette au 31 décembre	1 892	2 291

Les immobilisations corporelles sont essentiellement composées de constructions et d'installations et agencements.

Les cessions d'immobilisations corporelles ont été faites dans le cadre du contrat de cession de branche de fonds de commerce par TESSI SA au profit de TESSI SERVICES.

▪ Immobilisations financières

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/08	Exercice clos le 31/12/07
Titres de participation	83 472	83 374
Dépôts et cautionnements	117	116
Valeur brute	83 589	83 490
Provisions	(13 771)	(6 015)
Valeur nette	69 818	77 475

- Analyse de la variation

En milliers d'euros

Exercice clos le 31/12/08 **Exercice clos le 31/12/07**

	83 490	62 009
Valeur brute au 1^{er} janvier		
Acquisitions de titres	2 000	21 477
Cessions de titres	(152)	0
Révision du prix d'acquisition	(1750)	
Acquisitions autres immobilisations financières	1	4
Sorties autres immobilisations financières	0	0
Valeur brute au 31 décembre	83 589	83 490

Au cours de l'exercice 2008 :

- Souscription d'actions de la société 24H, pour un montant de 278 K€, portant le seuil de détention de 10,68% à 11,44%.
- Acquisition de 49% des titres de la société ISEM, pour un montant de 715 K€.
- Souscription de titres à hauteur de 200 K€, suite à l'augmentation de capital de la société ARTESIA.
- Souscription de titres à hauteur de 622 K€, suite à l'augmentation de capital de la société TESSI INFORMATIQUE.
- Versement de 100 K€ suite à la création de la société TUNIS DATA SERVICES.
- Versement de 37 K€ suite à la création de la société TESSI SERVICES.
- Versement de 37 K€ suite à la création de la société TESSI PROCUREMENT.
- Cession de 1 247 actions de la société PROCHEQUE à la société C2I, d'une valeur de 152 K€.
- Diminution du prix d'acquisition de parts de la société XWZ32 pour 1 750 K€, accordée par le Groupe CEGEDIM.

2. Dépréciation de titres

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/08	Exercice clos le 31/12/07
Montants au 1^{er} janvier	6 015	2 884
Dépréciation sur immobilisations financières	7 756	3 131
Reprise sur dépréciation d'immobilisations financières	0	0
Montants au 31 décembre	13 771	6 015

NOTE 5 AUTRES ELEMENTS D'ACTIF

Les autres créances correspondent à hauteur de 35,4 Millions d'Euros aux comptes courants liés aux opérations de trésorerie, notamment de cash-pooling, avec des sociétés du groupe.

Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité de la société à recouvrer l'intégralité des montants dus.

NOTE 6 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

Le portefeuille de VMP est principalement composé de SICAV monétaires valorisées selon la méthode PEPS.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'achat.

NOTE 7 CAPITAL SOCIAL

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/08	Exercice clos le 31/12/07
Nombre de titres	2 905 398	2 900 788
Valeur nominale	2 euros	2 euros
Total	5 811,0	5 801,0

Les opérations impactant le capital social et la prime d'émission sur 2008 s'analysent ainsi :

	Nombre de titres	Capital	Prime d'émission
Au 31/12/2007	2 900 788	5 801 576	8 138 614
Plan d'achat d'actions	4 610	9 220	89 922
Au 31/12/2008	2 905 398	5 810 796	8 228 536

NOTE 8 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risque de 102 K€ est constituée suite à la notification du contrôle fiscal.

Les provisions sont destinées à couvrir les risques ou les charges que des évènements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Chaque risque ou charge fait l'objet d'une analyse au cas par cas.

NOTE 9 DETTES

Les emprunts et dettes financières divers correspondent à hauteur de 60 millions d'Euros aux comptes courants liés aux opérations de trésorerie, notamment de cash-pooling, avec des sociétés du groupe.

NOTE 10 VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/08	Exercice clos le 31/12/07
<i>Variation des frais financiers</i>		
<i>Variation nette exploitation</i>	-1 387	-1181
Variation de stock		
Transferts de charges à répartir		-
Variation des Créances d'exploitation	-5 094	-1 395
Variation des Dettes d'exploitation	3 707	214
<i>Variation nette hors exploitation</i>	5 579	2 276
Variation des créances hors exploitation	-7 802	-12 705
Variation des dettes hors exploitation	13 384	14 999
Charges et produits constatés d'avance	-3	-18
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>	4 192	1 095

NOTE 11 COMPTE DE RESULTAT

1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est principalement réalisé en France, et constitué de prestations aux différentes filiales du groupe.

2. Rémunération allouée aux membres des organes d'administration, de direction et de contrôle

Sur 2008 il a été versé des jetons de présence aux administrateurs pour un montant de 60 K€. La rémunération des membres de Direction pour cette période s'est élevée à 523 K€.

3. Résultat financier

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice clos le 31/12/08	Exercice clos le 31/12/07
Produits nets financiers liés aux participations (1)	6 934	8 313
Produits nets sur cessions de VMP	256	282
Différence positive de change	0	1
Dépréciation sur immobilisations financières (2)	-12 534	-3 689
Charges/Produits nets sur intérêts et autres charges assimilées (3)	-2 806	- 1 764
Perte sur créances liées à des participations	-1 200	
TOTAL	-9 350	3 143

Ventilation au 31/12/2007 :

- (1) Ce poste correspond en totalité aux dividendes perçus, en provenance des filiales.
- (2) Dont 3 130 K€ concernant une dépréciation sur titres de participations.
Dont 554 K€ concernant une dépréciation de compte courant.
Dont 4 K€ concernant une dépréciation sur VMP.
- (3) Dont 1 485 K€ de charges d'intérêts sur emprunts.
Dont 141 K€ de produits financiers divers.
Dont 420 K€ de charges d'intérêts groupe.

Ventilation au 31/12/2008 :

- (1) Ce poste correspond en totalité aux dividendes perçus, en provenance des filiales.
- (2) Dont 7 756 K€ concernant une dépréciation sur titres de participations.
Dont 4 709 K€ concernant une dépréciation de comptes courants.
Dont 73 K€ concernant une dépréciation de compte de liquidité.
Dont 5 K€ concernant une dépréciation sur VMP.
Dont 8 K€ concernant une reprise de provision sur dépréciation de VMP.
- (3) Dont 1 789 K€ de charges d'intérêts sur emprunts.
Dont 23 K€ de produits financiers divers.
Dont 1 040 K€ de charges d'intérêts groupe.

4. Résultat exceptionnel

Il concerne une indemnité de 1,2 M€ versée à LOOMIS dans le cadre d'un désengagement d'activités déficitaires.

La cession des 1247 actions de la société PROCHEQUE à la société C2I a également entraîné une charge exceptionnelle de 133 K€.

5. Impôts sur les bénéfices

▪ Intégration fiscale

La société a signé une convention relative aux modalités d'application de l'intégration fiscale, en conformité avec les règles fixées par l'administration fiscale, avec certaines des sociétés du groupe qui ont opté pour ce régime.

Liste des sociétés entrant dans le champ d'application de l'intégration fiscale :

-TESSI SA	-TESSI TMS	-TESSI CHEQUE NANTERRE
-TELEDIRECT	-TDC	-HEXAGONALE CONSULTANTS
-KEEPWAY	-INTACTUS	-TESSI INFORMATIQUE
-XWZ32	-TESSI MD	-SDI
-DOCUBASE SYSTEMS	-ICSB	-TESSI IDF
-TESSI CHEQUE	-TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE	

▪ **Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel**

L'impôt correspondant au résultat exceptionnel est une économie d'impôt de 408 K€.

▪ **Situation fiscale différée et latente**

L'allègement futur d'impôt s'élève à 2 648 K€, au titre du régime d'intégration fiscale.

6. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Néant.

NOTE 12 AUTRES INFORMATIONS

1. Echéance des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

En milliers d'euros

Créances	Montant Brut	< à 1 an	> à 1 an et < à 5 ans	> à 5 ans
Actif immobilisé				
Prêts	1		1	
Autres immobilisations financières	117		117	
Actif circulant				
Clients douteux ou litigieux	5		5	
Autres créances clients	8 123	8 123		
Personnel et comptes rattachés	31	31		
Organismes sociaux	5	5		
Taxe sur la valeur ajoutée	524	524		
Impôt sur les sociétés	1 364	1 364		
Autres impôts	1	1		
Groupe et associés	35 879	35 879		
Débiteurs divers	77	77		
Charges constatées d'avance	214	214		
TOTAL créances	46 341	46 218	123	
Dettes				
Emprunts auprès des établissements de crédit :				
- A 1 ans maximum à l'origine	185	185		
- A plus de 1 ans à l'origine	27 616	10 802	16 814	
Emprunts et dettes financières divers	40	40		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 487	4 487		
Personnel et comptes rattachés	390	390		
Sécurité sociale et organismes sociaux	317	317		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- Taxe sur la valeur ajoutée	1 222	1 222		
- Autres impôts, taxes et assimilés	39	39		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	59 961	59 961		
Autres dettes	137	137		
Produits constatés d'avance				
TOTAL dettes	94 394	77 580	16 814	

2. Eléments concernant les entreprises liées

En milliers d'euros

	Entreprises liées
Actif	
Participation	69 700
Créances clients et comptes rattachés	8 123
Autres créances	30 617
Passif	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 158
Autres dettes	60 098
Compte de résultat	
Redevances	10 629
Autres produits d'exploitation	1 169
Charges d'exploitation	3 026
Dividendes	6 934
Autres produits financiers	1 088
Charges financières	3 328
Dépréciation de compte courant	4 709
Dépréciation de titres	7 756
Cession d'éléments d'actifs	132

3. Produits à recevoir et charges à payer

En milliers d'euros

Charges à payer

Autres dettes	172
Clients avoirs à accorder	137
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 295
Dettes fiscales et sociales	634
TOTAL charges à payer	4 238

Produits à recevoir

Autres créances	42
Fournisseurs avoirs à recevoir	42
Clients et comptes rattachés	1 520
Créances fiscales et sociales	1
TOTAL produits à recevoir	1 605

4. Effectif moyen

	31/12/08	31/12/07
Cadres	6	13
Non Cadres	26	47
Total	32	60

La baisse de l'effectif moyen est lié au transfert d'une partie du personnel sur TESSI SERVICES au 1^{er} juin 2008.

5. Engagements financiers et autres engagements

Engagements donnés

- TESSI SA est caution solidaire de ses filiales, en cas de défaillance financière de ces dernières, dans la limite de 20 Millions d'euros,
- TESSI SA agit solidairement avec ses filiales dans le cadre des contrats ETICA et ETICA BAIL.
- TESSI SA a accordé à l'actionnaire majoritaire une promesse d'achat portant sur 51% des actions de la société INFORMATIQUES SERVICES ET MATERIELS – ISEM. Cette promesse pourra être exercée en une fois par l'actionnaire majoritaire à compter du 1^{er} juillet 2014 et jusqu'au 30 septembre 2014 inclus.
- TESSI SA a accordé à l'actionnaire majoritaire une promesse de vente portant sur 49% des actions de la société INFORMATIQUES SERVICES ET MATERIELS – ISEM. Cette promesse pourra être exercée en une fois par l'actionnaire majoritaire en cas de changement de contrôle de TESSI SA au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce entre le 17 décembre 2008 et le 17 décembre 2014 à minuit.

Engagements reçus

- L'actionnaire majoritaire détenant 51% des actions de la société INFORMATIQUES SERVICES ET MATERIELS – ISEM a accordé à TESSI SA une promesse de vente. Cette promesse pourra être exercée par TESSI SA en une fois à compter du 1^{er} octobre 2014 et jusqu'au 31 décembre 2014 à minuit.
- Le contrat d'ouverture de crédit 2007 a été utilisé pour partie. Il reste un droit de tirage de 20 M€, utilisable jusqu'au 25 juin 2009.

Dettes garanties par des sûretés réelles

Total capital restant dû sur emprunts : 27 616 K€.

Répartition :

1^{er} emprunt : 537 K€

Hypothèque de premier rang accordée sur les locaux de Bobigny au profit de la Société Générale

2^o emprunt : 375 K€

Nantissement de 250 actions de la société TIGRE au profit de la Lyonnaise de Banque.

3^o emprunt : 900 K€

Nantissement sur les 500 actions de la société I.C.S.B. au profit de la Lyonnaise de Banque pari passu avec la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Aquitaine Nord – CEAN.

Capital restant dû sur autres emprunts de 2007 : 25 804 K€.

Pour ces emprunts, TESSI SA a accordé une promesse de nantissement de :

- de 10 000 actions de la société TESSI CHEQUE,
- de 50 000 actions de la société TESSI TECHNOLOGIES (C2I INGENIERIE),
- de 239 996 actions de la société CPOR DEVICES (CPR BILLETS),
- de 370 actions de la société XWZ 32,

au profit de CALYON – CREDIT AGRICOLE CIB, *pari passu* avec la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE ALPES, la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE FRANCE, la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE EST, la SOCIETE GENERALE et la BNP PARIBAS.

Autres engagements financiers

Les 2 principaux emprunts souscrits en 2007, pour 28,9 M€, ont fait l'objet, conformément au contrat d'ouverture de crédit, d'une couverture d'intérêts à hauteur de 50%. Au 31/12/2008, le solde restant dû au titre de ces emprunts est de 18,5 M€.

La société ne détient pas d'instruments financiers dérivés.

Crédit bail

VALEUR D'ORIGINE	702 980
AMORTISSEMENTS	
Cumul exercices antérieurs	136 691
Exercice en-cours	234 327
Total	371 018
VALEUR NETTE	331 962
REDEVANCES PAYEES	
Cumul exercices antérieurs	194 352
Exercice en-cours	287 280
Total	481 632
REDEVANCES A PAYER	
A un an au plus	287 280
A plus d'un an et moins de 5 ans	71 820
A plus de 5 ans	0
Total	359 100
VALEUR RESIDUELLE	1

Autres engagements

Les engagements au titre des indemnités de fin de carrière sont de 74 663 €. Ces indemnités sont calculées au vu des paramètres suivants :

- Calcul salarié par salarié
- Probabilité d'espérance de vie et de présence dans la société à la date prévue de départ en retraite.
- Prorata ancienneté acquise par rapport à l'ancienneté future à l'âge de la retraite.

Les indemnités ont été calculées par un actuairé qualifié utilisant une méthode actuarielle. Il est considéré que les départs se font à l'initiative de l'employé.

Ces indemnités ne sont pas comptabilisées dans les comptes sociaux.

Le nombre d'heures annuelles relatives à la formation professionnelle (D.I.F.) s'élève pour l'ensemble de l'effectif à 504 heures.

1.1.7. RESULTATS ET AUTRES CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURES DES INDICATIONS	2004	2005	2006	2007	2008
<u>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</u>					
Capital social	5 746 006	5 746 006	5 755 068	5 801 576	5 810 796
Nombre des actions ordinaires existantes	2 873 003	2 873 003	2 877 534	2 900 788	2 905 398
<u>OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE</u>					
Chiffre d'affaires hors taxe	6 877 280	6 556 977	8 246 188	9 445 163	11 759 631
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	4 872 774	6 674 646	6 672 887	9 036 406	4 715 312
Impôts sur les bénéfices	337 279	(34 578)	(391 087)	(758 758)	(2 624 027)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	4 031 111	5 746 600	5 265 175	5 848 246	(5 508 956)
Résultat distribué	2 011 102	2 154 752	2 298 402	2 893 538	2 903 836
<u>RESULTATS PAR ACTION</u>					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	1,58	2,34	2,45	3,38	2,53
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,40	2	1,83	2,02	(1,90)
Dividende attribué à chaque action	0,70	0,75	0,80	1	1
<u>PERSONNEL</u>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	45	45	46	48	32
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 653 278	1 546 045	1 540 544	2 019 878	1 919 390
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	693 013	658 793	673 736	850 325	828 370

SOVEC

20 rue Fernand Pelloutier
38130 ECHIROLLES

AUDITS et PARTENAIRES

65 b Boulevard des Alpes
38240 MEYLAN

Membres de la Compagnie Régionale de Grenoble

TESSI SA

*Société Anonyme au capital de 5 810 796 €
Siège social : 177 cours de la Libération
38100 GRENOBLE*

071 501 571 RCS GRENOBLE

...

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES SOCIAUX

∴

Exercice clos le 31.12.2008

TESSI SA

*Société Anonyme au capital de 5 810 796 €
Siège social : 177 cours de la Libération
38100 GRENOBLE*

071 501 571 RCS GRENOBLE

RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES SOCIAUX

÷

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- ◇ Le contrôle des comptes annuels de la société **TESSI**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.
- ◇ La justification de nos appréciations.
- ◇ Les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les titres de participation figurent au bilan de votre société pour une valeur nette de 69 701 milliers d'euros. Les méthodes retenues pour la comptabilisation de ces titres ainsi que l'évaluation des provisions pour dépréciations sont décrites dans la note 3 de l'annexe. L'impact des dépréciations portant tant sur les titres que les créances rattachées est précisée dans la note 1 de l'annexe.
- Nous avons vérifié par sondage l'application correcte de ces méthodes et nous avons examiné les approches retenues pour déterminer les provisions. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
- La sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés, ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Echirolles et Meylan, le 21 avril 2009

Les Commissaires aux comptes,

SOVEC

Société de Commissaire aux comptes
représentée par



Martine PACCLOUD

AUDITS et PARTENAIRES

Société de Commissaire aux comptes
représentée par



René-Charles PERROT

Liste des informations publiées ou rendues publiques depuis le 1^{er} janvier 2008

Etablie conformément à l'article 221-1-1 du Règlement Général de l'AMF

DATE	TYPE DE DOCUMENT	RÉFÉRENCE
07/01/2008	Déclaration des droits de vote – mois de décembre 2007	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
07/01/2008	Tableau rachats d'actions – décembre 2007	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
10/01/2008	Communiqué : Tessi acquiert le solde du capital de la société C2I Ingénierie	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
04/02/2008	Déclaration des droits de vote – mois de janvier 2008	www.tessi.fr
08/02/2008	Tableau rachats d'actions – janvier 2008	www.tessi.fr
11/02/2008	Communiqué : Chiffre d'affaires annuel 2007	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com + La Tribune du 12/02/2008 + BALO n°20 du 15/02/2008
05/03/2008	Déclaration des droits de vote – mois de février 2008	www.tessi.fr
07/03/2008	Tableau rachats d'actions – février 2008	www.tessi.fr
07/04/2008	Tableau rachats d'actions – mars 2008	www.tessi.fr
07/04/2008	Déclaration des droits de vote – mois de mars 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
16/04/2008	Communiqué : Résultats annuels 2007	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com + La Tribune du 17/04/2008 + BALO n°52 du 30/04/2008
30/04/2008	Documents préparatoires à l'AG du 16 juin 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
30/04/2008	Honoraires des CAC au titre de l'exercice 2007	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
30/04/2008	Document annuel (liste des informations publiées ou rendues publiques depuis le 1 ^{er} janvier 2007)	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
30/04/2008	Rapport contrôle interne et gouvernement d'entreprise	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
30/04/2008	Rapport financier annuel 2007	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
05/05/2008	Bilan annuel du contrat de liquidité au 31/12/2007	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
05/05/2008	Avis de convocation de l'AG du 16/06/2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com+ La Tribune du 05/05/2008 + BALO n°54 du 05/05/2008
06/05/2008	Communiqué : Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com + La Tribune du 07/05/2008 + BALO n°57 du 09/05/2008
06/05/2008	Tableau de rachat d'actions – avril 2008	www.tessi.fr
13/05/2008	Descriptif du programme de rachat d'actions	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com

14/05/2008	Déclaration des droits de vote – mois de avril 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
19/05/2008	Communiqué : Cession des activités transport de fonds à la société Loomis	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
05/06/2008	Tableau de rachat d'actions – mai 2008	www.tessi.fr
05/06/2008	Déclaration des droits de vote – mois de mai 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
24/06/2008	Capital et droits de vote à l'issue de l'AG	www.tessi.fr
25/06/2008	Approbation des comptes annuels 2007 et affectation du résultat	BALO n°90 du 25/07/2008
27/06/2008	Communiqué : Finalisation de la cession des activités transport de fonds à la société Loomis	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
04/07/2008	Tableau de rachat d'actions – juin 2008	www.tessi.fr
08/07/2008	Bilan semestriel du contrat de liquidité au 30/06/2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
08/07/2008	Déclaration des droits de vote – mois de juin 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
04/08/2008	Tableau de rachat d'actions – juillet 2008	www.tessi.fr
04/08/2008	Déclaration des droits de vote – mois de juillet 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
07/08/2008	Communiqué : Chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com + La Tribune du 08/08/2008 + BALO n°98 du 13/08/2008
01/09/2008	Déclaration des droits de vote – mois de août 2008	www.tessi.fr
04/09/2008	Tableau de rachat d'actions – août 2008	www.tessi.fr
04/09/2008	Communiqué : Résultats semestriels 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com + La Tribune du 05/09/2008
15/09/2008	Rapport financier semestriel 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
02/10/2008	Déclaration des droits de vote – mois de septembre 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
06/11/2008	Déclaration des droits de vote – mois de octobre 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
06/11/2008	Tableau de rachat d'actions – septembre 2008	www.tessi.fr
06/11/2008	Tableau de rachat d'actions – octobre 2008	www.tessi.fr
06/11/2008	Communiqué : Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com + La Tribune du 07/11/2008
02/12/2008	Déclaration des droits de vote – mois de novembre 2008	www.tessi.fr
03/12/2008	Tableau de rachat d'actions – novembre 2008	www.tessi.fr
15/12/2008	Communiqué : Calendrier des publications 2009	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com

19/12/2008	Communiqué : Prise de participation dans la société ISEM	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
05/01/2009	Tableau de rachat d'actions – décembre 2008	www.tessi.fr
07/01/2009	Bilan annuel du contrat de liquidité au 31/12/2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
08/01/2008	Déclaration des droits de vote – mois de décembre 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
03/02/2009	Tableau de rachat d'actions – janvier 2009	www.tessi.fr
05/02/2009	Déclaration des droits de vote – mois de janvier 2009	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
11/02/2009	Communiqué : Chiffre d'affaires annuel 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com + La Tribune du 12/02/2009
04/03/2009	Tableau de rachat d'actions – février 2009	www.tessi.fr
26/03/2009	Déclaration des droits de vote – mois de février 2009	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
03/04/2009	Tableau de rachat d'actions – mars 2009	www.tessi.fr
06/04/2009	Déclaration des droits de vote – mois de mars 2009	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com
21/04/2009	Communiqué : Résultats annuels 2008	Diffusion par le WIRE www.tessi.fr et www.actusnews.com + La Tribune du 22/04/2009

DECLARATIONS BOURSIERES

Déclarations des transactions sur actions propres

Conformément à la Directive Transparence, les déclarations ont été mises en ligne auprès du diffuseur agréé (www.actusnews.com) et peuvent être consultées sur le site du Groupe (www.tessi.fr) dans la rubrique « Financier » :

→ Communiqués financiers.

A compter du 1er février 2008, conformément à la réglementation en vigueur, les déclarations mensuelles sont transmises directement à l'AMF et peuvent être consultées sur le site du Groupe (www.tessi.fr) dans la rubrique « Information réglementée » :

- publications AMF – déclarations mensuelles sur le programme de rachat d'actions.

Grenoble le 30 avril 2009